

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

A propos de la polémique sur notre texte

**Auschwitz
ou le grand alibi:**

**CE QUE NOUS
NIONS ET CE QUE
NOUS AFFIRMONS**

26

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon

Pour la Suisse

Editions Programme
Ch. de la Roche 3
1020 Renens

Pour l'Italie

Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

- TABLE DES MATIERES -

	Pages
• Présentation	1
• Auschwitz ou le grand alibi: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (Tract diffusé par le parti et paru dans « le prolétaire » no 437, Juillet-Août-Sept.-1996)	2
• A propos d'une campagne de presse (Article paru dans « le prolétaire » no 437, Juillet-Août-Sept.-1996)	5
• Polémique contre «Auschwitz ou le grand alibi». Les croisés de l'antifascisme démocratique à l'assaut du marxisme (Article paru dans « le prolétaire » no 440, Avril-Mai-Juin-1997)	11
• Encore sur «Auschwitz ou le grand alibi»: «Mouvement Communiste» anti-marxiste (Article paru dans « le prolétaire » no 444, Mars-Avril-Mai 1998)	23
• Auschwitz ou le grand alibi (Suite) (Article paru dans « le prolétaire » no 446, Sept.-Oct.-Nov. 1998)	33
• Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi» (1) (Article paru dans « le prolétaire » no 454, Juillet-Août-Sept.-2000)	37
• Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi» (2) (Article paru dans « le prolétaire » no 456 et 457, Janv.-Févr.-Mars.2001 et Avr.-Mai.-Juin.-2001)	45

PRÉSENTATION

Depuis le début des années quatre-vingt, notre article «Auschwitz ou le grand alibi» a été à plusieurs reprises stigmatisé par de «prestigieux» intellectuels démocrates - citons le philosophe anti-cosmopolite Finkelkraut (cf «L'avenir d'une négation») ou l'historien de la Grèce ancienne Vidal-Naquet (cf «Les assassins de la mémoire»): ils le dénonçaient comme un texte niant les massacres des Juifs par les Nazis, ou ouvrant la voie à une telle **négation**. Dans la réalité, ces accusations n'étaient et ne sont rien d'autre qu'un prétexte pour dénigrer le marxisme authentique, non adultéré, en faisant croire qu'il débouche inévitablement sur la collusion avec l'extrême droite, selon le fameux lieu commun du modérantisme que «les extrêmes se touchent». C'est ainsi que notre dénonciation implacable de l'**antifascisme démocratique**, véritable formule de paralysie de la classe ouvrière devant l'offensive bourgeoise, est frauduleusement assimilée à une incapacité ou même à un refus de combattre le fascisme!

Au milieu des années quatre-vingt dix, ces attaques contre notre article se sont développées dans le cadre de grandes campagnes d'opinion visant à redonner vigueur à la politique de collaboration entre les classes en défense avec l'Etat bourgeois démocratique, politique si utile pour la bonne marche du système capitaliste. La republication en brochure des textes parus dans notre presse pour répliquer à ces attaques convergentes contre le marxisme, même quand elles venaient de points de l'horizon politique en apparence opposés, a pour but d'armer le lecteur contre l'écoeuvante propagande démocratique qui présente la démocratie bourgeoise comme le meilleur des systèmes politiques possibles et qui blanchit les impérialismes démocratiques: malgré leurs fautes, voire même leurs crimes, ceux-ci seraient qualitativement différents des impérialismes totalitaires, et ils devraient donc être **soutenus** par les prolétaires. Pour le marxisme, au contraire, il n' y a pas de différence **de nature** entre un Aussaresses ou un Barbie, entre les crimes d'un impérialisme ou d'un autre; de même il n'existe pas de différence **fondamentale** entre les différentes formes politiques - démocratique ou fasciste - de la domination bourgeoise qui justifierait le renoncement par le prolétariat à ses buts de classe pour défendre la première de ces formes. Contre l'une comme contre l'autre, contre la forme démocratique comme contre la forme totalitaire ou fasciste, le prolétariat ne doit jamais renoncer à son indépendance de classe, il ne doit jamais abandonner sa lutte révolutionnaire anticapitaliste.

* * *

Pour se faire une idée plus complète de l'analyse de notre courant, le lecteur peut se reporter, non seulement à notre brochure «Auschwitz...» (brochure «Le Prolétaire n° 119, mais aussi à «Fascisme, antifascisme et lutte de classe» qui relate l'action du P.C. d'I. dirigée par la Gauche communiste (brochure «Le Prolétaire» n° 26), «L'antifascisme démocratique, un mot d'ordre anti-prolétarien» (supplément au Prolétaire»), à «Communisme et fascisme» (Textes du P.C. International n° 1), ainsi qu'à nos différents textes théoriques et programmatiques.

Auschwitz ou le grand alibi: Ce que nous nions et ce que nous affirmons

(Tract diffusé par le parti et paru dans « le prolétaire » no 437,
Juillet-Août-Sept.-1996)

Une récente campagne de presse qui va du **Figaro à Rouge** en passant par **Le Monde**, Daeninckx, Vidal-Naquet et autres présente notre article «*Auschwitz ou le grand alibi*», paru en 1960 dans **Programme Communiste**, comme «*le texte fondateur du négationnisme de gauche*».

A première vue on pense que nos accusateurs n'ont pas lu cet article, qui parle de l'extermination des juifs, des camps de la mort, des fours crématoires et de la barbarie nazie en général, comme un fait avéré, d'une évidence criante.

En y réfléchissant, cependant, on voit pourquoi même les gens qui l'ont lu font ainsi l'amalgame entre ceux qui nient la réalité des horreurs nazies et nous qui cherchons à les expliquer et à montrer en même temps la coresponsabilité des Etats «démocratiques».

Notre «*perversion absolue*» (Vidal-Naquet dixit), c'est de démolir ainsi la mythologie qui présente le nazisme, et le fascisme en général, comme une manifestation du Diable que tous les hommes de bonne volonté doivent combattre. C'est d'**expliquer** le fascisme (raciste ou non comme son prototype italien) et d'expliquer en même temps que le véritable front des luttes sociales et politiques ne passe pas entre les démocrates et les fascistes, mais oppose les forces de la révolution prolétarienne à celles de la conservation bourgeoise.

C'est cela que nous reprochent en réalité tant les naïfs démocrates bourgeois que les subtils tacticiens trotskystes qui cherchent à s'appuyer sur eux. Contre les uns et les autres, rappelons en quelques points ce que nous nions et ce que nous affirmons.

1) Nous nions que le fait de dénoncer les crimes des Etats démocratiques «innocente» les nazis. Nous nions que le fait de dénoncer la politique anti-immigrés de la démocratie française, des contorsions hypocrites du PS aux lois Pasqua, de la fermeture des frontières aux charters, revienne à banaliser Le Pen et à favoriser le F.N. Nous affirmons que le prolétariat français avait le devoir de dénoncer les massacres perpétrés par la France, à peine redevenue démocratique, en Algérie (1945), en Indochine (dès 1946), à Madagascar (1946), etc., et que cette dénonciation n'enlevait rien à la

condamnation de la barbarie nazie.

2) Nous nions que relever la complicité des Etats démocratiques dans la liquidation des Juifs revenait à innocenter les auteurs directs de ces massacres. Mais nous affirmons qu'il fallait dénoncer leur coresponsabilité et l'hypocrisie des larmes de crocodile qu'ils déversaient sur les cadavres.

3) Nous nions que l'extermination des Juifs d'Europe puisse servir d'excuse à quelque racisme, oppression ou massacre que ce soit. Nous affirmons qu'il faut dénoncer tous les Etats fondés sur les mêmes principes que les nazis, les Etats fondés sur la race et/ou la religion et visant à chasser sinon à tuer les autres groupes de population. Nous affirmons que condamner les colons juifs des Territoires qui font chanter à leurs gamins des chansons ressemblant (au nom de l'ennemi près) comme deux gouttes de sang à celles des jeunesses hitlériennes ne revient en aucune façon à absoudre les nazis.

4) Nous nions que le racisme ou l'antisémitisme soient une simple aberration de l'esprit. Nous affirmons qu'ils ont des racines sociales très nettes, historiques certes, mais aussi liées aux situations contingentes, en Allemagne hier comme en France aujourd'hui. Nous affirmons que, s'ils ont leur logique propre comme toute idéologie, leur développement et leur pénétration dans l'esprit de larges populations sont causées par des poussées sociales, elles-mêmes liées aux situations économiques. Nous affirmons qu'il faut les combattre de toutes les façons, pratiquement dans leurs conséquences, théoriquement dans leurs fondements pseudo-scientifiques, et aussi en attaquant les conceptions socio-historiques qui tendent à paralyser cette lutte.

5) Ainsi, nous nions que la guerre de 1939-1945 ait été une croisade du St Georges démocratique contre le dragon nazi, fasciste ou nippon-impérial. Nous affirmons que, comme celle de 1914-1918, elle a été une guerre impérialiste entre deux blocs impérialistes se disputant la suprématie mondiale. D'ailleurs, si au cours de la guerre les Alliés ont affirmé leur bonté contre la méchanceté des autres, c'est surtout après la victoire qu'ils se sont justifiés par la barbarie nazie et l'extermination des Juifs en particulier. En réalité ils avaient toléré et aidé la prise du pouvoir par les nazis. Et des années durant ils avaient fait la sourde oreille devant les témoignages sur les horreurs du régime hitlérien, et sur les menaces de mort qu'il faisait peser sur les Juifs.

6) Nous nions que la «démocratie» et le «fascisme» correspondent à des types de société différents, liés à des modes différents de la vie et de l'activité sociales. Nous affirmons que ce sont seulement deux formes différentes de l'Etat bourgeois, assurant l'une comme l'autre, la domination du capital et son fonctionnement, mais dans des conditions différentes.

7) Nous nions que le recours de la bourgeoisie aux méthodes totalitaires provienne de la méchanceté ou du délire qui les accompagnent. Nous affirmons que, lorsque les conflits économiques, sociaux et politiques ne sont

pas trop aigus, la démocratie représente la meilleure forme d'Etat pour la bourgeoisie; laisser un certain jeu à toutes les concurrences et tous les antagonismes sociaux évite les explosions violentes et maintient l'illusion de l'intérêt commun. Mais lorsque l'économie et la société se trouvent dans une crise profonde, lorsque le consensus se brise et que les antagonismes éclatent violemment, le fascisme se présente comme le sauveur: il ne vise pas seulement à soumettre complètement le prolétariat, généralement déjà battu ou politiquement désorganisé et désorienté; il s'efforce aussi d'unifier et de centraliser toutes les fractions bourgeoises et petites-bourgeoises dans sa poigne, et de leur imposer, parfois contre leurs intérêts particuliers, les exigences générales du «salut national».

8) Nous nions qu'on puisse lutter contre le fascisme en réclamant le maintien d'une démocratie idéalisée, comme nous nions qu'on puisse lutter contre les monopoles en prônant la libre concurrence. Nous affirmons qu'une lutte véritable contre le fascisme exige qu'on se place sur le terrain d'une lutte véritable contre le capitalisme. Nous affirmons que même la propagande anti-fasciste ne peut se faire que sur la base d'une sérieuse propagande anti-capitaliste.

9) Nous nions que des fractions significatives de la bourgeoisie puissent lutter effectivement contre le fascisme. Nous affirmons que, si la situation le demande, les centres déterminants du grand capital se rallient au fascisme, entraînant une large majorité de bourgeois et de petits-bourgeois.

10) Nous nions que les larges fronts anti-fascistes puissent s'opposer sérieusement à la montée fasciste. Nous affirmons qu'ils empêchent en réalité une lutte anti-fasciste efficace: l'histoire et la théorie - comme la politique actuelle! - montrent que, sous prétexte de maintenir l'unité et de ne pas faire éclater le «front», on y interdit aux éléments les plus radicaux de revendiquer et de mener, ne serait-ce que dans la propagande, une lutte anti-capitaliste conséquente.

11) Nous nions avoir «renvoyé dos à dos» (comme dit **Rouge**) les nazis et les autres impérialismes, la démocratie et le fascisme. Nous affirmons avoir appelé et appeler à **combattre** les uns et les autres, sur la base des exigences immédiates et historiques propres au prolétariat et en dehors de toute alliance contre nature. Seuls des gens foncièrement défaitistes, qui ont accepté pour toujours l'exploitation et l'oppression capitalistes et voudraient seulement les rendre plus douces, peuvent ne pas voir la différence entre ces deux positions.

12) Nous affirmons que le prolétariat doit se battre résolument sur la base de ses propres positions. Qu'il doit donner une perspective positive de transformation des rapports sociaux susceptible de supprimer l'exploitation, la misère, l'oppression et les guerres. C'est seulement ainsi qu'il pourra entraîner certaines couches petites-bourgeoises dans une vraie lutte contre le racisme, contre le fascisme et contre la domination bourgeoise en général.

A propos d'une campagne de presse

(Article paru dans « le prolétaire » no 437,
Juillet-Août-Sept.-1996)

Notre article «*Auschwitz ou le grand alibi*» fut publié en 1960 pour répondre à une campagne «anti-antisémite» comme la bourgeoisie française en organise régulièrement; presque vingt ans plus tard, c'est pour répondre à une autre de ses campagnes que nous décidions de republier cet article sous forme de brochure. Dans les deux cas il s'agissait de dévoiler l'hypocrisie et le cynisme de ces campagnes. Nous écrivions en introduction à cette brochure:

«L'objet réel de ces campagnes lancées périodiquement par les Etats et les partis "démocratiques" n' a en effet pas grand chose à voir avec ce qui semble être leur cause immédiate et n'est que leur prétexte.

Ainsi en novembre 1978, l'interview de l'ex-commissaire aux Questions Juives Darquier de Pellepoix a donné lieu à une énorme campagne de mobilisation de la fameuse opinion publique. Tous les partis ont foncé tête baissée dans une campagne de critique du racisme et d'éloge de la démocratie bourgeoise, mais qui a aussi des objectifs beaucoup plus précis et spécifiques, que nous essayerons de dégager ici en dépassant la simple fureur devant le cynisme de cette campagne».

L'introduction continuait en donnant quelques exemples des crimes des démocraties bourgeoises et de l'impérialisme français en particulier que la vertueuse indignation des médias avait pour but de faire oublier; en rappelant le contexte international de tension entre l'Union Soviétique et l'Occident dans le cadre duquel s'inscrivaient les campagnes pour les droits de l'homme et contre le totalitarisme; enfin en montrant que cette campagne contre un renouveau imaginaire de l'antisémitisme servait à détourner l'attention des attaques menées par l'Etat et les patrons, avec la complicité de la gauche, contre les travailleurs immigrés, attaques qui inévitablement s'accompagnaient d'un renforcement du racisme bien réel contre les arabes et les noirs.

Aujourd'hui c'est une autre de ces campagnes qui s'est déclenchée à l'occasion de la publication du livre de Roger Garaudy - «philosophe» qui commença sa carrière en tressant les louanges de Staline, puis qui, après la

désacralisation de son idole, «rencontra Dieu» et abjura la foi prétendument marxiste des faux communistes moscoutaires, avant d'abandonner le dieu des Chrétiens pour celui des Musulmans - sur «*Les fondements de la politique extérieure d'Israël*». Ce pamphlet serait passé inaperçu sans l'action du MRAP qui a déféré son auteur devant les tribunaux pour «négation de génocide» (délit instauré par la loi Gayssot après la profanation de Carpentras), et une déclaration de l'Abbé Pierre, le chéri des médias, en soutien à Garaudy. Pendant plusieurs semaines on a eu droit jour après jour dans les médias à un véritable martèlement, auprès duquel pâlissent les campagnes similaires précédentes, sans parler de celles de 1978 ou de 1960 qui font figure de jeux d'enfants, sur le thème du renouveau de l'antisémitisme (ou de l'antijudaïsme), des dangers du négationnisme et de la banalisation des idées fascistes et racistes.

Comme lors des fois précédentes, la campagne actuelle s'explique par des raisons profondes qui n'ont rien à voir avec l'évènement circonstanciel qui en a donné le signal. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer que les cercles dirigeants de la bourgeoisie **utilisent** les négationnistes et les révisionnistes en gonflant leur importance pour démontrer d'abord qu'il existe bien un danger fasciste et, en les réprimant ostensiblement par des lois aussi stupides que vaines, pour démontrer ensuite que la France officielle est irréprochable dans ce domaine.

Le résultat recherché par la bourgeoisie se situe à plusieurs niveaux. Il s'agit d'abord, au niveau intérieur, de réactiver à chaque fois l'**idéologie officielle** de la Résistance anti-fasciste et de l'anti-fascisme démocratique au nom de laquelle les exploités devraient s'unir avec leurs exploités pour défendre la forme républicaine et démocratique de leur exploitation. Il s'agit aussi, au niveau des relations extérieures, de maintenir en vie le souvenir de la **barbarie nazie**, dont la France aurait été la victime innocente comme d'autres, mais aussi l'adversaire résolue et la triomphatrice. Ce rappel perpétuel sert à maintenir perpétuellement l'Allemagne - éternelle partenaire-rivale - dans une situation de suspicion, où en dépit de sa supériorité économique, elle devrait manifester les plus grands égards vis-à-vis de la France et de ses intérêts. Il est alors évident que tout ce qui relativise les crimes de l'impérialisme allemand, tout ce qui rappelle que l'impérialisme français a eu sa part de responsabilités et qu'il est lui-même coupable de crimes atroces, ne peut que susciter une réaction violente.

L'intensité de la campagne anti-antisémite actuelle est donc le résultat de deux séries de causes. D'une part la reconnaissance officielle par Chirac que la France était elle aussi coupable au moins de complicité dans le crime de génocide, nécessitait une réaffirmation bruyante de l'anti-fascisme officiel pour ne pas faire disparaître l'argument de la supériorité morale de la France sur l'Allemagne. D'autre part la très grande extension prise par le racisme anti-immigrés et son alimentation quotidienne par le gouvernement et les

administrations de l'Etat dans la perspective de la division des travailleurs, rendent urgentes des campagnes de diversion et de mobilisation interclassiste autour de l'Etat et de l'unité entre français.

C'est dans ce cadre général que sont venus s'insérer les attaques contre «l'*ultra-gauche*» et en particulier contre notre article et contre les «*bordiguistes*».

APRÈS LES «HITLÉRO-TROTSKYSTES», LES «HITLÉRO-BORDIGUISTES»?

Les stalinien avaient autrefois coutume d'accuser les révolutionnaires de faire le jeu des fascistes et ils les dénonçaient comme des «hitléro-trotskyistes». Aujourd'hui il semble que nombre d'organes de presse aient découvert l'hitléro-bordiguisme. Notre article «*Auschwitz...*» est ainsi accusé d'être à l'origine du négationnisme d'extrême-gauche et le point de départ d'un rapprochement «rouge-brun», entre l'ultra-gauche et le fascisme. Le seul argument réel sur lequel cette campagne s'appuie est que l'éditeur et propagandiste des thèses négationnistes en France est Pierre Guillaume, ancien membre du groupe «*Socialisme et Barbarie*» et gérant de la librairie «*La Vieille Taupe*» autour de laquelle s'était regroupé dans les années soixante-dix des partisans de thèses ultra-gauches semi-libertaires. Dans ce milieu on affectait de dire le plus grand bien de Bordiga, mais c'était pour mieux condamner les «erreurs» et les «insuffisances» de notre courant et par dessus tout le «sectarisme» de notre parti. Le seul mot de parti fait hurler les intellectuels dilettantes même quand ils se proclament ultra-révolutionnaires.

Le coup d'envoi à la campagne de dénonciation de l'«*ultra-gauche*» et du bordiguisme a été l'hebdomadaire trotskyste «*Rouge*» (1), puis Daenincks, écrivain... de romans policiers, est devenu l'infatigable propagandiste de cette croisade; c'est enfin «*Le Monde*» qui a été le point d'orgue de ces attaques. En effet ce quotidien, porte-parole autorisé de la bourgeoisie impérialiste française, est aussi le défenseur sourcilieux de l'anti-fascisme et le pourfendeur de toutes les déviations à ce sujet. C'est ainsi qu'il avait sévèrement morigéné quelque temps auparavant un philosophe-cafetier qui avait eu l'imprudence de rappeler cette vérité que le premier adversaire dont le nazisme voulait la destruction, ce n'était pas les juifs, mais le mouvement ouvrier (2). «*Le Monde*» ne pouvait donc manquer d'épingler «*Auschwitz...*», ce qu'il fit lors de son édition du 8 juin dans une page inspirée par Daenincks et destinée à faire le ménage à l'«*ultra-gauche*» (3). «*Le Figaro*», ne voulant pas être en reste dans cette sainte besogne, lui emboîta le pas peu après. La digne entreprise reçut le couronnement qu'elle méritait lorsque «*Libération*», avec quelque retard sur ses concurrents, publia un article qui réussit non seulement à faire la synthèse de toutes les imbécillités et contre-vérités écrites jusque-là, mais réussit le tour de force d'en rajouter de son cru (4)!

Nous ne résistons pas à en citer quelques extraits: «*En 1970 Gilles Dauvé découvre les “travaux” (!) des ancêtres du négationnisme, tels Amadeo Bordiga (!!), ancien dirigeant du Parti Communiste italien, exclu dans les années vingt (!), et Paul Rassinier (!) (...). Dauvé, qui signe ses écrits du pseudonyme Jean Barrot, réédite un libelle inspiré de Bordiga: «Auschwitz ou le grand alibi». “Ce texte donne des raisons ahurissantes à la Shoah: il explique que les nazis voulaient détruire les Juifs comme force de travail”, analyse l’historien René Monzat*».

Un tel passage est véritablement **ahurissant**: il n’y a pas une seule proposition qui ne contienne au moins une erreur, un mensonge ou une ignominie! Loin d’être un ancêtre du négationnisme (!?), Amadeo Bordiga fut le principal animateur du courant de la Gauche Communiste qui donna naissance au PC d’Italie (et non *italien*, la distinction n’est pas secondaire) et le principal dirigeant de celui-ci, notamment dans la lutte contre l’offensive fasciste (5) de même que le défenseur au niveau international d’une ligne de gauche opposée aux vacillations tactiques de l’Internationale. Mais la direction de l’Internationale profita de l’arrestation de Bordiga et d’autres dirigeants par les fascistes pour nommer à la tête du parti une direction droitière conforme à ses vœux. Cette direction réussit à battre le courant de gauche au Congrès de Lyon (1926) et put alors transformer le parti en un instrument docile de la politique stalinienne en éliminant la Gauche (Bordiga lui-même ne fut formellement exclu qu’en 1930) de la même façon que les staliniens éliminaient de l’Internationale et du parti russe tous les opposants de gauche. Les «travaux de Bordiga» que les journalistes de *Libé* mettent finement entre guillemets pour faire comprendre à leurs lecteurs qu’ils n’ont aucune valeur, font allusion aux efforts gigantesques de notre courant, puis de notre minuscule parti pour combattre toutes les déformations de la théorie marxiste perpétrées par la contre-révolution, restaurer un *marxisme non avili* et défendre le programme communiste authentique, notamment sur la question du fascisme et de l’anti-fascisme (6).

Paul Rassinier, en qui les négationnistes voient leur précurseur, n’a jamais rien eu à voir avec notre courant. D’abord membre du PCF, puis responsable local stalinien, il fut exclu en 1932 de ce parti avant d’adhérer à la social-démocratie, abandonnant ainsi définitivement les derniers liens formels avec le mouvement révolutionnaire prolétarien. Pendant la guerre il participa à la création de réseaux de la Résistance nationaliste et, arrêté par les allemands, fut envoyé en camp de concentration. Rescapé des camps, il revint à la tête de la section socialiste de Belfort et fut élu député du Parti Socialiste (SFIO). Mais le scandale éclata lorsqu’il publia des ouvrages où, sur la base de son expérience personnelle, il pourfendait les «exagérations» et les «mensonges» répandus selon lui par la littérature sur les camps de concentration et attaquait tout particulièrement le rôle crapuleux des staliniens dans ces camps (7). Cela lui valut d’être exclu de la SFIO, ce parti

démocratique de l’impérialisme français - pour reprendre une expression que Trotsky appliquait avant guerre au Parti Radical - qui n’avait aucun intérêt à remettre en cause l’idéologie officielle de la Résistance.

Quant à l’«analyse» de notre brochure par l’historien Monzat, elle serait de nature à douter des capacités intellectuelles de l’individu si nous n’étions persuadés que sa dénonciation est mûrement pesée et a des raisons politiques. Car l’ignorance n’explique pas tout; les journalistes ne font que recopier, peut-être de travers, ce qu’ils ont lu dans les autres journaux et ce que leur disent leurs sources qui, elles, savent de quoi il est question. Et ce dont il est question, si nous ne l’avions constaté dès les premiers articles de *Rouge, Libé* nous l’apprendrait en citant les raisonnements de Daenincks: celui-ci identifie la cause de la prétendue collusion des «*ultra-gauchistes*» avec le fascisme dans la **critique de l’antifascisme** associée à l’**anticapitalisme**, ainsi que dans l’**antisémitisme**.

On voit donc le but réel de cette campagne de dénigrement et de calomnies dont la lutte contre le négationnisme n’est que le **prétexte** commode: marquer du sceau infâmant de sympathie avec le fascisme toute critique de l’antifascisme interclassiste, toute analyse marxiste du nazisme et tout rappel des crimes des démocraties occidentales, en bref tout anticapitalisme véritable, de façon à isoler préventivement d’une sorte de cordon sanitaire ces idées si dangereuses pour la société actuelle et tous ceux qui ne songent qu’à grenouiller en son sein.

Quelques intellectuels de la mouvance ultra-gauche avaient pensé se réhabiliter de leur complaisance passée envers Faurisson et ses amis en faisant amende honorable dans un livre où ils ne réaffirment pas seulement leur opposition totale aux entreprises de Guillaume et au négationnisme, mais où ils jugent bon de condamner aussi notre article comme «*borné*», exemple de «*schématisme marxéux*» et du «*schématisme bordiguiste*» dont la «*Vieille Taupe*» serait finalement issue (8). Au contraire la publication de cet ouvrage a déclenché le tir de barrage de la grande presse, nouvelle démonstration que le bruit fait autour du négationnisme n’est que le prétexte pour promouvoir encore une fois l’union interclassiste au nom de l’antifascisme qui a déjà rendu tant de service à la bourgeoisie: ce qui est reproché en fait à ces ultra-gauches c’est le scandale de persister encore à ne pas se rallier à l’antifascisme démocratique.

En réponse aux uns et aux autres, nous ne croyons pas inutile de faire circuler la mise au point ci-contre à propos d’«**Auschwitz ou le grand alibi**», sachant que la meilleure réponse consiste à lire et faire lire cette brochure ainsi que nos textes sur le fascisme et l’anti-fascisme démocratique.

(1) cf «*Rouge*» n°1674, 29/2/96, et n°1686, 23/5/96 où on accuse «*la revue bordiguiste Programme Communiste*» d’avoir «*alimenté*» les révisionnistes en

renvoyant «*dos à dos fascisme, démocratie bourgeoise et stalinisme*».

(2) Il s'agit du promoteur des «*Cafés de philosophie*».

(3) cf «*La querelle du négationnisme rebondit à l'ultra-gauche*».

(4) cf «*La lente insinuation des révisionnistes. Quand l'ultragauche remet en cause la réalité du génocide juif*», «*Libération*», 21/8/96.

(5) cf notre étude «*Le PC d'Italie face à l'offensive fasciste*», «*Programme Communiste*» n° 45, 46, 47, 48-49, 50.

(6) cf notre texte «*Communisme et fascisme*», où sont recueillis divers textes d'A. Bordiga.

(7) cf «*Le mensonge d'Ulysse*» publié en 1948 et ré-édité en 1987 par La Vieille Taupe. Dans ce texte Rassinier estime «*la pratique des exterminations par les gaz (...) possible sinon certaine*», mais «*sûrement faux*» qu'elle ait été aussi généralisée que le dit la littérature et il attaque de nombreux récits sur les camps de concentration (p.242).

(8) cf «*Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*», Ed. Reflex. Si Dauvé veut bien défendre «*Auschwitz...*» de toute complaisance avec le nazisme, il parle de sa «*vision réductrice*»: «*Programme Communiste tord le bâton (...) vers un économisme réducteur*», tandis qu'un autre auteur prend moins de gants et veut nous faire dire que «*en accord avec le dogme (?), les chambres à gaz qui gaspillaient la force de travail étaient incompatibles avec la nature du capital, etc.*»: nous serions donc bien les initiateurs du négationnisme! A noter que l'écrivain Gilles Perrault qui préface cet ouvrage a été pour cette raison accusé par «*Rouge*» et Daenincks de faire le jeu d'éléments liés au fascisme...

Polémique contre «Auschwitz ou le grand alibi» Les croisés de l'antifascisme démocratique à l'assaut du marxisme

(Article paru dans «*le prolétaire*» no 440,
Avril-Mai-Juin-1997)

Quoiqu'avec une force bien moindre qu'au printemps dernier, la polémique contre les négationnistes et l'«ultra-gauche» se poursuit sporadiquement; et notre article «Auschwitz ou le grand alibi» (publié en brochure) est régulièrement cité comme le texte fondateur d'un prétendu rapprochement avec les nostalgiques du fascisme. On peut citer la revue musico-culturelle «*Les Inrockuptibles*» qui publie dans son n° 99 (9-15 avril) une critique d'un ouvrage consacré à l'écrivain anti-sémite Céline - ouvrage que nous ne connaissons pas -, où les auteurs s'indignent que le nazisme soit décrit comme ayant eu la fonction de «*mettre au pas le peuple allemand*», son succès expliqué par «*l'engagement massif des puissances financières et industrielles*» à son côté et les «*persécutions anti-sémites de Vichy*» analysées comme «*une chasse aux pauvres*». «*On retrouve surtout dans cette explication du monde selon la seule «logique du Capital» - écrivent-ils pour démolir définitivement l'ouvrage en question - le même déterminisme économique qui présidait aux textes qui ont servi de fondations aux théories négationnistes dans les années 60-70 (tels que la brochure bordiguiste **Auschwitz ou le grand alibi**)!*» Pour nos auteurs pareille accusation est sans aucun doute de celle dont on ne se relève pas...

Une tentative plus élaborée de démonter nos positions se trouve dans un ouvrage récent, sur lequel il nous paraît intéressant de s'attarder car d'une part il réunit les principaux responsables du déclenchement de la campagne de dénonciation de l'«ultra-gauche» et de notre courant en particulier; et d'autre part il reprend tous les lieux communs de la critique **démocratique**

du marxisme. Sa critique permet donc de caractériser de manière irréfutable cette campagne et ses participants. Il s'agit d'un ouvrage collectif, annoncé depuis de nombreux mois, et paru aux Editions Golias (les éditions de «*Golias, le magazine catho tendre et grinçant*»!): «*Négationnistes, les chiffonniers de l'histoire*». Il comprend en particulier un article d'Alain Bihl intitulé: «*Les mésaventures du sectarisme révolutionnaire*» qui veut développer les arguments de la campagne de 96 en écrivant l'histoire du «révisionnisme» et du «négationnisme». Bien entendu les attaques contre notre article y tiennent une bonne place.

Il s'agirait en effet d'un des «*textes fondateurs de cette dérive*» ultra-gauche qui «*représente la tentative la plus claire de rendre compte de l'entreprise exterminationniste nazie dans les termes de la vulgate marxiste pratiquée par l'ultra-gauche. Il n'en fait que mieux ressortir l'absurdité d'une telle démarche*». Bihl cite notre analyse de l'anti-sémitisme allemand dans l'entre-deux guerres comme phénomène d'essence fondamentalement petite bourgeoise, découlant de la formidable pression économique pesant sur ces couches de la population qui les faisaient se dresser contre les concurrents juifs. Et il s'écrie: «*Les objections abondent contre cette explication économiste jusqu'à l'absurde de l'exterminationnisme nazi, y compris d'un point de vue marxiste (!- NdIR)*». Quelles sont donc ces objections?

Après avoir fait remarquer que la nature de classe du régime nazi n'est «*pas réductible à un simple mouvement de panique de la petite bourgeoisie*» - nous n'avons jamais dit une chose pareille, mais, en bon idéologue, Bihl confond notre analyse de l'anti-sémitisme avec une analyse **du régime nazi** - il affirme doctement que l'anti-sémitisme devait exister auparavant, sinon pourquoi les petits bourgeois auraient-ils «choisi» de se tourner contre les Juifs plutôt que contre, par exemple, les coiffeurs (1)?

Personne n'a jamais nié que l'anti-sémitisme ait existé auparavant, et les analyses marxistes abondent au contraire qui ont expliqué la **nature petite-bourgeoise** de cet anti-sémitisme. Mais ce qu'il faut expliquer, c'est pourquoi cet anti-sémitisme-là, phénomène somme toute **marginal** (de nombreux historiens estiment que l'anti-sémitisme était sinon plus répandu, en tout cas plus violent en France qu'en Allemagne à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle), est devenu un phénomène de masse dans l'Allemagne de Weimar en proie à une crise économique sans précédent. Le matérialisme historique établit le lien entre ces deux faits et montre comment les petits bourgeois terrorisés par la perspective de la faillite de leurs affaires, mais incapables par nature de comprendre et combattre un système de production dont ils font partie, se retournaient «naturellement» contre les concurrents les plus visibles, les plus immédiatement identifiables comme groupe distinct, et contre qui il existait déjà une tradition d'hostilité qui leur attribuait tous les maux du capitalisme. L'idéalisme, lui, trouve scandaleux que soit établi ce **lien déterministe**: selon sa conception, tous les événements ont

leur source dans la lutte des idées et dans la conscience, et c'est affreusement réductionniste et économiste de supposer que des faits aussi triviaux que la ruine précipitée de centaines de milliers de personnes, l'appauvrissement inexorable de millions d'autres, ait pu avoir la moindre conséquence sur l'état d'esprit de celles-ci!

Bihl pense avoir trouvé un argument imparable devant un si grossier **réductionnisme**: «*s'il n'avait été question que de détruire une partie de la petite et moyenne bourgeoisie en tant que telle - pour soulager le reste de ces couches de la concurrence -NdIR -, une simple expropriation aurait suffi: pour détruire socialement une classe possédante, il n'est pas nécessaire de détruire physiquement ses membres, il suffit de la priver de ses moyens de production*». Mais ce n'est personne d'autre que Bihl lui-même qui répond à Bihl: «*c'est d'ailleurs par une telle expropriation que les nazis commencèrent [et ajoutons que c'était là le programme du parti nazi -NdIR], incitant les Juifs (du moins ceux qui le pouvaient encore) à quitter l'Allemagne; et, de ce point de vue leur tâche était en gros accomplie dès 1938*»!!

Notre critique incohérent ne s'avoue pas vaincu pour autant; après avoir réduit en pièces ses propres premiers arguments, il écrit que «*Précisément [les nazis] n'allaient pas s'en tenir là, ce qui ne peut absolument pas s'expliquer par une quelconque exigence immédiate [?] des contradictions sociales que fait naître le procès d'accumulation du capital*». Et pour enfoncer son clou, il nous cite le cas des Juifs d'Europe centrale et orientale qui ne faisaient «*certainement pas*» partie de la petite et moyenne bourgeoisie, et d'autres régimes fascistes (comme l'italien) qui n'étaient pas particulièrement anti-sémites: «*antisémitisme et fascisme ne coïncidaient pas et n'allaient pas nécessairement de pair*». Donc:

«*Bref, de quelque côté qu'on se tourne, on découvre la spécificité exterminationniste et antisémite de la politique nazie, dont l'analyse développée par l'ultra-gauche est incapable de rendre compte et que, du même coup, elle tend constamment à occulter ou à nier*». (...) «*En définitive, l'entreprise génocidaire nazie s'avère tout simplement irréductible à l'économisme marxiste et à l'hyper-rationalisme hégélien [sic!-NdIR] servant habituellement de grille théorique à l'ultra-gauche*».

Bihl appartient l'école **idéaliste**, pour qui ce sont les idées qui mènent le monde, toute tentative d'explication matérielle des phénomènes sociaux étant bien évidemment rejetée. C'est donc l'**idéologie** nazie qui, pour un idéaliste, explique tout ce qui s'est passé, aussi bien d'ailleurs le massacre des Juifs que la deuxième guerre mondiale. Un historien américain, Daniel Goldhagen, vient même de publier un best-seller («*Les bourreaux volontaires de Hitler*») qui affirme que c'est toute la population allemande, à quelques exceptions près, qui a participé ou s'est rendue volontairement complice du massacre des juifs, en raison de traits particuliers de la **culture** allemande! On peut juger du sérieux de cet universitaire qui prétend vouloir «réviser»

l'histoire de l'Allemagne, au fait qu'il cache que la population de ce pays était divisée (comme ailleurs) en **classes antagonistes** qui se sont livrées à de gigantesques et sanglantes batailles et que ce n'est qu'**après** l'écrasement du prolétariat, seule classe restée pratiquement indemne d'antisémitisme en raison de ses traditions de lutte classistes, et la victoire écrasante de la contre-révolution nazie que les mesures anti-juives purent battre leur plein.

Le marxisme a démontré, comme nous le rappelions dans cet article, que ce sont au contraire **les rapports sociaux qui déterminent les mouvements d'idéologie**. Cela ne signifie pas, comme feignent de le croire nos adversaires, que nous prétendons que la politique d'un Etat est déterminée à tout moment par des exigences sociales **immédiates** ou par une rationalité économique **directe**; les médiations sont au contraire très nombreuses et la résultante finale des heurts d'intérêts qui tendent à modeler cette politique peut être assez différente de ce qu'en espéraient ceux qui en sont les acteurs. Personne parmi les nazis n'avait imaginé au départ la «solution finale», comme le prouve le fait que les dirigeants du IIIe Reich essayèrent d'abord de se débarrasser des Juifs par d'autres moyens, en les faisant émigrer.

LA CO-RESPONSABILITÉ DES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES

Il pourrait sembler curieux que nos adversaires, si prompts à dénoncer nos analyses, ne disent absolument **rien** de ce qui constitue l'autre argument central de notre brochure, à savoir la co-responsabilité des démocraties occidentales dans le massacre des Juifs. C'est pourtant là une sérieuse difficulté à résoudre pour qui ne veut connaître d'autre cause des massacres que «*la spécificité de l'idéologie nazie*»! Nous écrivions dans notre brochure: «*Pendant toute cette période qui va jusqu'à la veille de la guerre, la politique des nazis envers les Juifs tient en 2 mots: Juden Raus! Juifs, dehors! On chercha par tous les moyens à favoriser l'émigration des Juifs. Mais si les nazis ne cherchaient qu'à se débarrasser des Juifs dont ils ne savaient que faire, si les Juifs de leur côté ne demandaient qu'à s'en aller d'Allemagne, personne ailleurs ne voulait les laisser entrer*». C'est ainsi qu'en décembre 38 le ministre des Affaires Etrangères français Bonnet communiqua à son collègue allemand que la France portait un grand intérêt à la question juive en Allemagne. Ribbentrop lui ayant demandé quel pouvait bien être l'intérêt de la France, Bonnet répondit que le gouvernement français ne voulait plus accueillir de Juifs venant d'Allemagne et il demanda si le gouvernement allemand ne pouvait pas empêcher cette migration; en outre le gouvernement français voulait déjà expulser 10.000 Juifs. Ribbentrop lui rétorqua que tout le monde voulait se débarrasser des Juifs, mais la difficulté était qu'aucun pays ne voulait les accueillir. Hitler se paya ensuite ironiquement le luxe de plaindre les Juifs que le monde démocratique laissait tomber (2)!

«*Seule une faible partie des Juifs a pu partir* - continue notre brochure. *La*

plupart sont restés, malgré eux et malgré les nazis. Suspendus en l'air en quelque sorte. La guerre impérialiste a aggravé la situation à la fois quantitativement et qualitativement. Quantitativement parce que le capitalisme allemand, obligé de réduire la petite bourgeoisie pour concentrer le capital européen, a étendu la liquidation des Juifs à l'Europe centrale. L'antisémitisme avait fait ses preuves; il n'y avait qu'à continuer. Cela répondait d'ailleurs à l'antisémitisme indigène de l'Europe centrale, bien que celui-ci fut plus complexe (un horrible mélange d'antisémitisme féodal et petit bourgeois dans l'analyse duquel nous ne pouvons entrer ici).

*En même temps la situation s'est aggravée qualitativement. Les conditions de vie [des Juifs expropriés et ruinés] étaient rendues plus dures par la guerre. (...) En temps «normal» et lorsqu'il s'agit d'un petit nombre, le capitalisme peut laisser crever tous seuls les hommes qu'il rejette du processus de production. Mais il lui était impossible de le faire en pleine guerre et pour des millions d'hommes: un tel «désordre» aurait tout paralysé. Il fallait que le capitalisme **organise** leur mort».*

Notre brochure explique ensuite que le capitalisme allemand ne s'est pas décidé facilement à l'assassinat pur et simple, non pas par scrupule humanitaire, mais parce que cela **ne rapportait rien**. Il a essayé d'exploiter au maximum ses victimes, notamment en les utilisant comme main d'oeuvre servile dans les camps, etc. Il a essayé aussi de les vendre aux occidentaux (nous rappelons en particulier l'affaire Joël Brand que les nazis en pleine guerre avaient chargé de négocier l'émigration d'un million de Juifs). Mais les capitalismes occidentaux - soi-disant en guerre pour libérer les victimes du nazisme et restaurer la liberté - ne se souciaient absolument pas du sort d'un million de personnes et ils firent la sourde oreille.

«*Auschwitz ou le grand Alibi*» a été écrit en 1960; depuis les preuves se sont multipliées que les impérialismes «démocratiques» étaient parfaitement au courant des massacres commis par les nazis et qu'ils les ont **laissé faire**, bien qu'ils aient eu la possibilité de les empêcher. A la fin de l'année dernière des documents d'archives britanniques, rendus publics aux Etats-Unis au bout de 50 ans, ont permis de constater que les services anglais savaient dès juin 41 (et avaient transmis à leurs collègues américains à une date indéterminée) que les forces allemandes se livraient à des déportations et des massacres de Juifs (et autres) (3), mais qu'ils n'en parlèrent jamais publiquement. Selon un professeur américain, les anglais firent silence parce qu'*«en 41 Londres n'avait aucune intention d'ouvrir un contentieux avec Hitler sur la question juive. L'Angleterre était encore convaincue qu'il était possible de traiter avec le Führer. Et une vérité bouleversante comme celle des massacres en masse aurait modifié la situation»* (4).

Les organisations de secours juives fournirent aux alliés des informations détaillées sur les déportations, les voies ferrées et autres moyens de communication utilisés, les emplacements des camps de concentration, leur

organisation, les troupes allemandes qui y étaient affectées, etc. Les organisations de résistance juives demandèrent instamment aux alliés de bombarder les voies ferrées qui menaient à Auschwitz; mais alors que ces derniers rassemblèrent des milliers de bombardiers pour des raids meurtriers sur des villes sans aucun objectif militaire, ils ne purent jamais en trouver un seul pour bloquer les convois emmenant les déportés vers Auschwitz (5)!

Dans un livre publié en 1984 « *The abandonment of the Jews, America and Holocaust, 1941-1945* » (6), un historien américain, David S. Wyman, a démontré sur la base de documents officiels que les forces américaines en Europe auraient pu dès 1942 intervenir pour sauver une bonne part des Juifs et non Juifs se trouvant dans les camps allemands, mais qu'ils n'eurent jamais aucune intention de le faire. Wyman écrit dans l'avant-propos de son ouvrage:

« *Succinctement, voici les découvertes que je considère comme les plus significatives:*

1. Le Département d'Etat américain et la Foreign Office britannique n'avaient **aucune intention** de sauver un grand nombre de Juifs européens. Bien au contraire ils vécurent continuellement dans la crainte de voir l'Allemagne et autres pays de l'Axe remettre aux Alliés des dizaines de milliers de Juifs. Tout exode de ce type aurait poussé les puissances alliées vers des solutions - l'ouverture de la Palestine par les Anglais et l'accueil d'un plus grand nombre de réfugiés juifs par les Etats-Unis - qu'elles se refusaient à envisager. En conséquence, leur politique eut pour objet de **faire obstacle aux possibles sauvetages** et de **modérer** (sic!) la pression de l'opinion publique en faveur d'actions gouvernementales.

[Selon les normes juridiques habituelles, ce n'est donc pas seulement du délit de non-assistance à personne en danger, mais du crime de **complicité** au moins passive que doivent alors être accusés les Etats-Unis - t la Grande-Bretagne - NdIR]

2. *C'est en novembre 42 que la nouvelle officiellement authentifiée de l'extermination systématique des Juifs fut européenne par les nazis fut rendue publique aux Etats-Unis [nous avons vu plus haut que les services secrets britanniques et vraisemblablement américains étaient au courant depuis plus d'un an - NdIR]. Concernant ces massacres, le président Roosevelt ne prit aucune mesure durant 14 mois et ne finit par agir qu'en raison de pressions politiques auxquelles il ne pouvait se soustraire et parce que la conduite du gouvernement en matière de sauvetage était sur le point de provoquer un vilain scandale.*

3. L'Agence pour les réfugiés de guerre que le président mit alors en place pour sauver les Juifs et les autres victimes du nazisme ne reçut que des pouvoirs limités, presque aucune aide de Roosevelt, de ses ministres et de l'administration, et un financement public tout à fait inadéquat. (...).

4. En raison des procédures administratives appliquées par le Départe-

ment d'Etat, 21000 réfugiés seulement furent admis aux Etats-Unis durant les trois et ans et demie pendant lesquels l'Amérique fut en guerre avec l'Allemagne. Cela représentait dix pour cent du nombre de ceux qui auraient pu être légalement accueillis en vertu des quotas d'immigration applicables au cours de cette période.

5. *Une forte pression exercée par l'opinion publique aurait conduit à un engagement gouvernemental en faveur du sauvetage qui aurait été beaucoup plus ferme et serait venu plus tôt. Un certain nombre de facteurs entravèrent le développement de telles pressions. Citons, entre autres, les sentiments d'anti-sémitisme et d'hostilité à l'immigration qui étaient aussi répandus dans la société américaine de l'époque qu'ils étaient solidement représentés au Congrès; l'inaptitude (sic!) des médias à faire connaître les nouvelles de l'Holocauste, alors même que les agences de presse et d'autres sources d'information mettaient l'essentiel des renseignements à leur disposition; le quasi-silence des Eglises chrétiennes et de presque tous leurs dirigeants; l'indifférence de la grande majorité des personnalités du monde politique et intellectuel; et le fait que le président n'ait pas cru bon de s'exprimer clairement sur cette question»*

Ce Wyman est un démocrate qui croit que son très démocratique pays est gouverné par la volonté populaire; mais en faisant l'énumération ci-dessus il révèle sans s'en apercevoir que cette «volonté populaire» est organisée par des forces, entreprises ou institutions appartenant à la classe dominante; or, celles-ci, pourtant engagées sans aucun doute unanimement dans la mobilisation guerrière des masses populaires, se révélaient dans leur majorité indifférentes au sauvetage des victimes: c'est donc que cette indifférence exprimait l'**indifférence fondamentale** de la bourgeoisie américaine envers les **victimes** du nazisme contre lequel elle hissait pourtant le drapeau de la liberté et de la démocratie. Cette indifférence s'est manifestée même après la fin des hostilités, envers les dizaines de milliers de «personnes déplacées» survivantes comme nous le signalions dans notre brochure. Alors même que les récits des horreurs des camps de concentration nazis remplissaient les colonnes de la presse mondiale, un nombre non négligeable de Juifs resta internée dans les mêmes camps de concentration où ils avaient été conduits par les Allemands, sous le contrôle des mêmes gardiens et dans des conditions de vie et d'hygiène déplorables (le dernier camp ne fut fermé qu'en 1957!), personne ne voulant d'eux (7). La guerre était bien une guerre **impérialiste**, non une guerre de libération, et le capitalisme mondial n'avait pas de place pour ces millions de personnes, **non pas parce qu'elles étaient juives, mais parce qu'elles avaient été rejetées du processus de production, parce qu'elles étaient inutiles à la production** («*Auschwitz....*»). CQFD.

Au point 6, Wyman - qui, entre parenthèses, s'affirme chrétien pro-sioniste - critique les organisations juives américaines qui gaspillèrent leurs

énergies dans des concurrences entre elles et qui, pas plus que les autres institutions bourgeoises du pays, n'accordèrent la priorité à sauver les victimes des nazis! Son livre établit que, par exemple, les sionistes étaient beaucoup plus intéressés à se servir des massacres pour justifier leur revendication d'un Etat juif en Palestine, que de sauver réellement des Juifs. Ceci est en ligne avec les prises de contact avant la guerre des sionistes avec le régime nazi pour organiser une émigration juive vers la Palestine qui aurait bénéficié au régime, les immigrants s'engageant à acheter des marchandises allemandes (8).

Au point 7, Wyman écrit à propos d'Auschwitz:

«En 1944, le ministère américain de la Guerre rejeta plusieurs appels réclamant que l'on bombarde les chambres à gaz d'Auschwitz et les voies ferrées qui y menaient sous le prétexte que de telles actions détourneraient des moyens aériens indispensables à la poursuite des opérations décisives que l'on menait ailleurs. Or durant la même période où ces appels étaient repoussés, de nombreux raids aériens massifs étaient exécutés par les américains dans un rayon de 80 km autour d'Auschwitz. Par deux fois, d'importantes formations de bombardiers lourds américains s'attaquèrent à des objectifs industriels faisant partie du complexe même d'Auschwitz, à moins de 8 km des chambres à gaz».

Dans son dernier point, Wyman écrit que la conduite des Etats-Unis a été cependant meilleure que celle de ses alliés comme la Grande-Bretagne et la Russie. La conclusion qu'il tire de son ouvrage accablant pour les Alliés est la justification d'un Etat sioniste.

AUSCHWITZ, GRAND ALIBI DE L'ANTI-MARXISME?

La conclusion que nous en tirons, nous, est la confirmation de ce que nous avons écrit il y a 37 ans et qui fait tellement enrager les anti-fascistes démocrates. Oui, Auschwitz est bien utilisé comme un gigantesque et **scandaleux alibi** par les Démocraties occidentales qui ont **laissé faire le crime**. C'est le capitalisme mondial qui est responsable des massacres de la guerre mondiale, y compris du massacre des Juifs, Tsiganes et autres, et des déportations de peuples qui ont modelé la configuration européenne - et extra-européenne - de l'après-guerre. Tous ceux qui mettent en avant les horreurs d'Auschwitz pour prouver le caractère spécifique, unique et irréductible de la barbarie nazie, n'ont pas d'autre but que de **défendre le capitalisme** démocratique et humanitaire des Etats actuels.

Même Alain Bihir, un si incontestable lutteur contre le Front National et un si pointilleux dénonciateur de toutes les compromissions - vraies ou fausses - avec le fascisme? Surtout Alain Bhir! S'il vitupère en effet contre notre *«marxisme profondément dégénéré»* parce que nous concevons *«la démocratie (comme d'ailleurs le fascisme) comme des simples masques et*

instruments, interchangeables, de la domination bourgeoise » (9), conception que nous n'avons pas inventée mais qui était celle, classique, du mouvement révolutionnaire communiste avant sa dégénérescence, c'est bien **contre le marxisme** en tant que tel qu'il combat: *«Plus fondamentalement, l'incapacité de l'idéologie ultra-gauche à rendre compte de l'entreprise d'extermination nazie aura sans doute révélé certaines lacunes du marxisme en général, notamment l'insuffisance de sa théorie du politique ainsi que son aveuglement traditionnel à l'égard de la "question juive" et de l'antisémitisme, donc l'insuffisance de sa théorie du religieux. Sans pour autant préjuger de la capacité d'un marxisme libéré de son carcan économiste à relever le défi théorique que continue à nous poser Auschwitz, etc.»* (10). Que serait un tel marxisme, délesté de ses références à l'économie, et reconnu inopérant dans la question politique et idéologique (religieuse), sinon une plate adaptation aux idées dominantes, qu'elles soient politiques, religieuses ou idéologiques? Et en effet Bhir se lamente de la *«décroyance généralisée qui fait que tous les idéaux transcendants, les valeurs supérieures, les tabous même, qu'ils soient d'ordre moral, politique ou même religieux sont progressivement désinvestis, perdent de leur crédit, de leur consistance et de leur force de structuration psychologique (...)*» (Amen!), d'une *«sorte de relativisme généralisé, sur le plan moral, politique, mais aussi logique et gnoséologique: (...) il n'y a plus de critère permettant de distinguer clairement le vrai du faux, le réel de l'illusoire, le bien du mal»*, et enfin de ce que, *«particulièrement chez les individus déstabilisés dans leur situation socio-économique, en proie au processus de marginalisation qui n'a cessé de s'étendre ou menacés par lui, ce défaut d'ordre symbolique peut contribuer à un repli réactif, à la formation d'une attitude de ressentiment, base psychologique de toute adhésion à des idées et à des mouvements d'extrême droite»* (ou comment, derrière l'imbuvable jargon psychologique, tomber dans l'économisme qu'on dénonce chez les autres!). Ce que Bhir décrit là, avec malheureusement beaucoup d'exagération, c'est un **affaiblissement de l'idéologie dominante** en reflet de l'aggravation des contradictions sociales qui ne peut que réjouir les révolutionnaires alors qu'il effraie les conformistes et les conservateurs de tout poil. Il est éclairant que Bhir voie dans le phénomène de la prolétarianisation (sans employer le terme qui rappelle trop le marxisme) un **danger** parce qu'il cause une attitude de **ressentiment**. Ressentiment envers qui et quoi, sinon envers ce système social et politique capitaliste, envers ceux qui en sont les maîtres et envers ceux qui s'en font les idéologues et les défenseurs? Si Bhir se range à l'évidence avec ses amis parmi ceux qui se sentent menacés par ce ressentiment, il ment lorsqu'il affirme que ce ressentiment débouche sur l'extrême droite. Sans doute l'extrême droite a pour fonction de capter le ressentiment des couches **petites-bourgeoises** et même de certaines fractions prolétariennes préalablement intoxiquées par le chauvinisme et le mépris pour les masses les plus opprimées et c'est en

ce sens qu'elle est une force précieuse pour la bourgeoisie même quand elle n'est pas utilisée comme troupe de choc anti-prolétarienne; mais fondamentalement ce «ressentiment» est à la base du réveil de la **lutte prolétarienne**, qui est le seul danger réel pour le capitalisme et sa superstructure politique (démocratie parlementaire).

Il est donc maintenant facile de comprendre pourquoi ni Bhir, ni un autre, n'évoquent notre dénonciation des impérialismes alliés; il leur serait en effet bien difficile de vanter les mérites absolus de la démocratie, antithèse du fascisme comme le bien l'est du mal, s'ils devaient reconnaître que les Démocraties ont laissé en toute connaissance de cause le nazisme commettre le crime qui fonde sa spécificité irréductible! Et comme ils ne peuvent rien opposer aux **faits**, alors qu'il est plus facile d'argumenter à l'infini contre une analyse et une explication matérialiste des événements (c'est précisément le métier des idéologues bourgeois), ils n'ont d'autre solution que le silence. Hostile au marxisme, respectueux de l'idéologie dominante avec sa morale et ses tabous, inquiet devant les dangers que font courir à la société actuelle les individus «*déstabilisés dans leur situation socio-professionnelle et marginalisés*», le démocrate anti-fasciste Bhir est donc bel et bien un **pro-capitaliste**, et ses confrères en chasse à l'ultra-gauche avec lui

EPILOGUE

Arrivés à ce point, peut-être certains lecteurs trouveront que notre démonstration est un peu trop littéraire pour être totalement convainquante. Après tout ce qui est important, c'est moins ce que les gens disent ou écrivent que ce qu'ils **font**. Or Bhir, en plus d'être sociologue et d'écrire des livres de sociologie, de collaborer de temps à autre au «Monde Diplomatique» ou de militer à «Ras l'Front», anime un bulletin politique, de tendance plus ou moins libertaire, «*Contre le courant*», qui donne la traduction pratique des orientations théoriques générales que nous venons d'évoquer.

«Contre le courant», qui suit le courant dominant, est démocrate anti-fasciste; c'est donc en toute logique qu'il est un adepte du Front Républicain, formule qui verrait se réunir tous les partis, de droite ou de gauche, qui sont attachés à l'ordre établi, à l'exception du F.N. Il a ainsi appelé à voter pour un bourgeois pour «faire barrage» à un bourgeois extrémiste, nous voulons dire un du Front National. La logique de ses positions l'a entraîné encore plus loin; puisqu'il est normal selon cette logique de soutenir un bourgeois démocrate contre un qui l'est moins, «C.I.c.» a jugé qu'il lui fallait soutenir, lors de la guerre du Golfe, les troupes de la coalition emmenée par les Etats-Unis pour réinstaller l'émir du Koweït sur son trône! «C.I.c.» s'est enrôlé dans la coalition impérialiste parce qu'il croyait et faisait croire que les américains allaient chasser Saddam Hussein de son trône et installer la démocratie en Irak; et il argumentait que la situation serait meilleure en Irak pour les révolutionnaires

(hum!) quand la démocratie y régnerait. A nouveau, comme lors du deuxième conflit mondial, et d'innombrables guerres qui se sont livrées depuis, les idéologues démocrates avaient présenté cette guerre impérialiste comme la lutte du bien contre le mal, de la démocratie contre le fascisme (Husseïn était décrit par la propagande occidentale comme un nouvel Hitler). Et «C.I.c.»-Bhir avaient joint sa voix à ce concert guerrier...

Voilà où mène et mènera toujours l'anti-fascisme démocratique: à se faire les complices ou les dupes de la classe dominante et du capitalisme.

(1) Il est facile de répondre que supprimer les coiffeurs n'aurait en rien amélioré la situation des épiciers, des médecins et d'aucune autre catégorie de la petite-bourgeoisie, tandis que la fermeture des épiceries et autres boutiques juives, l'interdiction aux Juifs d'exercer la médecine, etc. apportaient un soulagement immédiat à ces couches. Si nous parlons des médecins, c'est que c'était la profession comportant proportionnellement le plus d'adhérents au parti nazi.

(2) cf Raul Hilberg «*La destruction des Juifs d'Europe*», Ed. Fayard, p.340.

(3) Ces massacres étaient d'abord l'oeuvre des *Einsatzgruppen*, les «groupes d'intervention», qui firent leurs premières armes en Tchécoslovaquie, décrits ouvertement comme occupés à «*purger les territoires libérés des traîtres marxistes et autres ennemis de l'Etat*».

Dans les territoires conquis ils étaient chargés de liquider les militants des organisations prolétariennes et opposantes et ils furent aussi pendant un certain temps chargés de liquider les Juifs. cf Karl Dietrich Bracher, «*Hitler et la dictature allemande*», Ed. Complexe, p.472 et R. Hilberg, op. cit., pp. 236 et suivantes.

(4) cf L'interview de Richard Breitman dans «*L'Expresso*», 28/11/96.

(5) cf R. Hilberg, op. cit., p.733.

(6) Version française: «*L'Abandon des Juifs. Les Américains et la solution finale*», Ed. Flammarion, 1987.

(7) cf «*Les camps pour personnes déplacées juives en Allemagne (1945-1957)*», in «*Vingtième siècle*» n° 54 (avril-juin 1997).

(8) Il y avait en fait des divisions au sein du mouvement sioniste. Les organisations traditionnelles et surtout leurs dirigeants étaient opposés à une émigration vers la Palestine qui n'aurait pas été approuvée par la Grande-Bretagne, tandis que le *Mossad* s'était entendu avec les autorités nazies pour organiser cette émigration «illégal». Du côté allemand les divisions n'étaient pas moindres; alors que la SS organisait cette émigration vers la Palestine, les Affaires étrangères et Hitler lui-même y étaient réticents pour ne pas indisposer les anglais et ils préféraient divers projets d'émigration «légale». cf Yehuda Bauer, «*Juifs à vendre?*», Ed. Liana Levi, 1996. Notons que ce professeur israélien affirme que l'émigration des Juifs était l'objectif premier du régime nazi jusqu'à l'automne 41 et que ce n'est que lorsque cette

émigration devint impossible que le régime se tourna vers leur massacre. Mais même à ce moment, alors que la guerre faisait rage, un revirement aurait été possible écrit-il en relatant les tentatives, qui se heurtèrent à un refus des Alliés, des SS de se débarrasser de Juifs en les faisant émigrer en échange de telle ou telle contrepartie. Pour clore amèrement le chapitre correspondant de son livre, il reprend pratiquement les mêmes mots que notre brochure: «**En somme même si Himmler** [le chef de la SS et l'organisateur de la solution finale] **était prêt à «vendre» à certaines conditions, il n'y avait pas d'acheteurs**».

(9) cf Lettre du 15/9/97 aux Editions Programme (en réponse à une protestation de notre part à «*Contre le courant*» contre la publication d'un article attaquant entre autres notre brochure).

(10)cf «*Les mésaventures du sectarisme révolutionnaire*»

Encore sur «Auschwitz ou le grand alibi» «Mouvement Communiste» anti-marxiste

(Article paru dans « le prolétaire » no 444,
Mars-Avril-Mai 1998)

«MOUVEMENT COMMUNISTE» ANTI-MARXISTE

«Mouvement Communiste» (M.C.: groupe issu du GCI - Groupe Communiste Internationaliste -, lui-même ancienne scission du CCI) se propose, dans le dernier n° de sa revue du même nom (1), d'«*ouvrir la réflexion*» sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi». Si, «*devant le caractère extravagant*» de l'accusation d'être l'un des fondements théoriques du «négationnisme», M.C. dit avoir jugé «*intéressant de le republier afin, comme l'écrivait Marx de "rendre la honte plus honteuse en la livrant à la publicité"*» (?), il l'a en effet fait précéder d'une longue introduction qui entend réfuter les points fondamentaux de l'analyse qui y est développée. Dans une note de cette présentation, «Mouvement Communiste» écrit: «*Il n'est pas dans notre intention, ici, de polémiquer avec **Programme Communiste**. Nous ne pouvons cependant pas ignorer que les nombreuses méprises contenues dans **Auschwitz ou le grand alibi** ne relèvent pas entièrement du hasard, mais de la sclérose idéologique fondée sur le refus "principliel" de passer la théorie au crible de l'analyse concrète, puis de la validation pratique. Ce positionnement a transformé les groupes bordiguistes - et avec eux tous ceux qui se sont évertués à "proclamer" l'existence du parti sans la classe - en sectes*» (2).

Etant donné cette insistance sur l'analyse concrète, et les prétentions théoriques de M.C., qui aime multiplier les citations de Marx, Engels, Lénine ou Bordiga, on aurait pu s'attendre à une critique solide, basée sur des faits et argumentée d'un point de vue marxiste. Mais en fait de réflexion, le lecteur constate bien vite qu'il se trouve face à un simple **reflet** des attaques anti-marxistes déchaînées par notre texte, à une réédition à peine retouchée et parfois aggravée des critiques d'un quelconque Alain Bhir! Bien que nous ayons déjà répondu pour l'essentiel à ce type d'attaques (voir le n° 440 de

ce journal), nous croyons cependant qu'il n'est pas inutile d'y revenir pour des raisons de clarification politique, étant donné que M.C. ne les porte pas au nom de la démocratie, mais au nom du communisme. Et, en dissipant la confusion que s'efforce de répandre M.C., nous constaterons que, comme chez tous les «concrétistes» et les «anti-sectaires», son prétendu communisme est tout à fait... mouvant.

M.C. commence par donner une *intéressante* précision sur le sens de la publication de notre texte sur ses colonnes, tout en nous révélant au passage ce que «Programme Communiste» avait voulu faire en publiant cet article en 1961: «*Auschwitz ou le grand alibi, rappelons-le, ne constituait qu'une prise de position polémique ponctuelle, et ne se voulait aucunement un travail théorique exhaustif sur la Seconde Guerre mondiale et l'extermination des Juifs* [à cet endroit est inséré une note où il est dit qu'accuser Auschwitz etc., de négationnisme de l'extermination des Juifs est «*loufoque*» parce que le texte «*se veut précisément une analyse "marxiste" de cette extermination*». Comprenez qui pourra! - NdIR]. *Par conséquent, nous ne le défendons que pour ce qu'il est, sans lui attribuer un quelconque caractère programmatique*» (souligné dans le texte).

Apprécions l'aveu: Pour M.C. donc, il existerait des «prises de position polémique ponctuelles» qui seraient défendables bien que leurs fondements théoriques et programmatiques soient erronés et indéfendables. Nous autres, «sectaires» impénitents, nous soutenons au contraire que la cohérence totale entre les prises de position, l'activité en un mot, et les principes théoriques et programmatiques, est la condition indispensable pour définir une politique juste, pour résister aux pressions et aux suggestions multiformes de l'adversaire. La coupure entre théorie et pratique, entre programme et position politique, de même que les déviations théoriques et programmatiques ouvrent tout grand la porte aux influences des forces politiques et sociales ennemies: elles débouchent inévitablement sur des déviations dans l'activité politique et pratique. Engels ne disait pas autre chose avec sa célèbre formule: «*à la base de toute erreur en politique, il y a une erreur en théorie*» (reprise par Trotsky sous la forme suivante: «*la réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique*»). L'inconséquence de M.C. lui fait renverser la formule: à la base d'une prise de position juste en politique, il peut y avoir une erreur en théorie!

Les «erreurs» théoriques que M.C. relève dans le texte qu'il assure défendre, ne sont en effet pas secondaires puisque, selon lui, «*elles sont aussi l'expression de la faiblesse de l'analyse théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire sur ces sujets*» (une note indique qu'il s'agit ici de la «*question juive*»)! Parallélisme frappant avec un Bhir, pour qui notre texte révélait «*certaines lacunes du marxisme en général, notamment (...) son aveuglement traditionnel à l'égard de la "question juive" et de l'antisémitisme*» (2), la seule différence étant que Bhir, plus franc, désignait le coupable non

par toute une périphrase - «*l'analyse théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire*» -, mais par un seul mot: le *marxisme*...

Quelles sont donc ces erreurs? M.C. en relève quatre, que nous allons passer en revue.

Première «erreur»: c'est notre affirmation que «*du fait de leur histoire antérieure, les Juifs se trouvent aujourd'hui essentiellement dans la moyenne et petite bourgeoisie*». M.C. nous objecte d'abord que l'antisémitisme se développe en Allemagne, bien avant la crise des années 30, dès le début du siècle en raison de l'émigration de Juifs orientaux, issus «*essentiellement du prolétariat et de l'artisanat pauvre*». En réalité l'antisémitisme se développe en Allemagne (comme en France) vers la fin du siècle dernier, donc avant cette émigration, comme en font foi les prises de position d'Engels et des socialistes allemands. C'est l'époque où ces derniers qualifient l'antisémitisme de «*socialisme des imbéciles*»: au lieu de voir que c'est le système capitaliste qui est responsable de leurs misères, les paysans et autres petits-bourgeois acculés à la ruine, sous l'influence de la propagande antisémite, en rendaient responsables les financiers, prêteurs sur gages et spéculateurs, censés être tous Juifs, ou la concurrence «*déloyale*» des commerçants juifs.

C'est sur ce terrain et sur cette tradition que se développera, à une toute autre échelle, l'antisémitisme de masse lors de la grande crise économique des années trente, **après** que l'alternative révolutionnaire prolétarienne ait été discréditée par les lourdes défaites ouvrières et les graves fautes politiques des communistes (petit fait que nos critiques ignorent d'ailleurs superbement).

M.C. écrit encore que, dans les années trente, l'«*allégation sur l'appartenance majoritaire des Juifs allemands aux classes moyennes traditionnelles apparaît plus "réaliste"* [que la croyance, «*universellement partagée*» elle aussi à cette époque, selon laquelle les Juifs auraient contrôlé le capital non industriel] *et mérite donc d'être prise au sérieux et passée au crible de l'analyse concrète*». Nous allons donc voir ce que nous allons voir! Voyons donc:

«*Cette affirmation est en partie (sic!) démentie par les données de leur appartenance sociale*». Et M.C. de citer un historien selon lequel «*plus de 60 % des Juifs bénéficiant d'un emploi rémunéré étaient concentrés dans le secteur commercial et à une majorité écrasante dans le commerce de détail. De même les Juifs des secteurs de l'industrie et de l'artisanat étaient le plus souvent propriétaires de petites entreprises et magasins ou artisans*». On en déduit aisément, conclue triomphalement M.C., qu'au moins un tiers des Juifs allemands n'étaient pas des petits commerçants ou des artisans. Cette déduction est peut-être correcte du point de vue arithmétique, mais, sauf à considérer que petite et moyenne bourgeoisie n'existent pas en dehors du commerce et de l'artisanat, elle ne change rien au fait que la citation en réalité **appuie** ce qui est écrit dans «Auschwitz...»:

M.C. essaye de renforcer sa thèse en écrivant que: «*De plus, travailler dans le secteur commercial n'implique pas nécessairement la qualité de petit propriétaire, les statistiques livrées par Arno Mayer [autre historien] montrant même que 50 % des commerçants et artisans juifs n'étaient pas propriétaires de leur entreprise, ce qu'il signifie qu'ils étaient des travailleurs salariés*». Le toupet de M.C. dépasse ici toutes les bornes, car la citation de Mayer illustre au contraire de manière éclairante la composition très majoritairement petite et moyenne bourgeoise des Juifs en Allemagne: «*près des trois-quart de la population juive vivaient du commerce et de l'artisanat, des professions libérales et de la banque, alors que ces professions ne représentaient qu'un quart de la population active chez les non-juifs*» et dans le commerce et l'artisanat, «*plus de la moitié y exploitaient leur propre entreprise*». Quant au fait, pour des commerçants et des artisans, de ne pas être propriétaire de leur entreprise, il *ne signifie pas* forcément qu'ils étaient des travailleurs salariés, ni des prolétaires: quid des gérants ou de membres, même éloignés, de la famille employés sans être salariés, etc? De même, alors que M.C. cite à de nombreuses reprises l'ouvrage de l'historien israélo-américain Saul Friedlander (et s'en inspire encore plus souvent), il «oublie» les passages où ce dernier décrit l'importance des Juifs allemands dans des secteurs qu'il appelle «sensibles»: «*le commerce et la finance, le journalisme et le domaine culturel, la médecine et le droit*» (3)...

Le moins qu'on puisse dire est que la fameuse *analyse concrète* laisse sérieusement à désirer; c'est pourtant là le seul endroit de son texte où M.C. a au moins essayé de faire un effort pour étayer ses critiques, comme nous allons le constater pour les points suivants.

Deuxième «erreur»: c'est la thèse «*qui veut que l'extermination des Juifs et plus généralement, le racisme soient le fruit et le produit d'une lutte interne à la petite bourgeoisie*»; et M.C. cite un passage d'«*Auschwitz...*»: «*Harcelée par le capital, la petite bourgeoisie allemande a donc jeté les Juifs aux loups pour alléger son traîneau et se sauver. ... c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se chargeait de cette liquidation*», pour s'exclamer avec indignation: «*On prête ici à une partie des classes intermédiaires la réalisation concrète de l'extermination. C'est une absurdité manifeste qui en sous-tend une autre: celle qui voudrait que le parti nazi (...), n'était pas une expression politique bourgeoise moderne, mais le représentant d'une fraction sociale condamnée et "harcelée" par le capital lui-même. Si tel était le cas, comment aurait-il pu accéder au pouvoir? Un instant d'inattention ou de faiblesse des classes dominantes peut-être... Ne plaisantons pas*».

Ici M.C. nous prête des positions qui ne sont pas les nôtres. La phrase de notre article que M.C. a remplacé ci-dessus par des petits points était déjà assez claire: «*Bien sûr, pas de façon consciente, mais c'était là le sens de sa haine des Juifs et de la satisfaction que lui donnait la fermeture et le pillage des magasins juifs*». En conformité avec les analyses classiques du marxisme (4),

nous rappelons dans «*Auschwitz...*» que les sentiments antisémites ont leur racine **matérielle** bien précise dans la situation économique désespérée de nombreuses masses petites-bourgeoises. Cela ne signifie aucunement que la petite bourgeoisie était devenue capable d'initiative historique et qu'elle se soit emparée du pouvoir d'Etat. Nous disons au contraire en toutes lettres quelques lignes au dessus du passage cité par M.C.: «*La petite bourgeoisie (...) est aussi condamnée à ne pouvoir rien comprendre, à être incapable de lutter: elle ne peut que se débattre aveuglément dans la presse qui la broie*».

Nous n'avons jamais prétendu ni sous-tendu (ni même sous-entendu) que le parti nazi était le **représentant** de cette classe sociale condamnée. Déjà au début des années vingt, notre courant combattait la conception répandue parmi les dirigeants de l'Internationale Communiste (et qui était à la base de la désastreuse orientation *national-bolchévique*) selon laquelle le nazisme représentait l'auto-organisation de la petite-bourgeoisie contre le grand capital, alors qu'à l'inverse il représentait la **mobilisation et l'organisation de la petite bourgeoisie par le grand capital** contre le prolétariat.

Le parti nazi recrutait majoritairement parmi la petite (et moyenne) bourgeoisie menacée de ruine économique par la crise capitaliste; mais sa reconnaissance et son utilisation par les cercles bourgeois dirigeants n'était possible que parce que ces derniers avaient la preuve que le parti de Hitler agissait et agirait conformément à leurs intérêts et qu'il représentait la meilleure chance d'en finir définitivement avec la menace sociale; donc qu'il n'était pas le représentant des intérêts d'une couche sociale condamnée, mais, à sa façon particulière, le vecteur, l'agent, des **intérêts capitalistes fondamentaux** dans le milieu particulier où il recrutait.

Une citation d'un historien bourgeois rapportée par M.C. le montre assez bien: «*Ce n'est pas sur l'antisémitisme, mais bien sur une combinaison d'anticommunisme et d'ultranationalisme que s'édifia, dans la société civile et politique, la collaboration contre nature entre nazisme et conservatisme. En ce tournant de l'histoire que furent les années 1932-1933 la "question juive" ne se trouvait pas au centre de leurs préoccupations communes*». Cette collaboration peut paraître «contre nature» à l'historien parce que la bourgeoisie acceptait de confier le pouvoir politique à un parti dont la base était petite-bourgeoise et dont les chefs avaient une réputation d'aventuriers; mais le parti nazi avait déjà fait pendant des années la démonstration de ses capacités anti-prolétariennes en orientant la colère des petits-bourgeois ou des chômeurs contre la classe ouvrière et ses organisations; et c'est la raison pour laquelle il avait d'ailleurs reçu dès le début d'importantes subventions des grands capitalistes (5). Cependant après que les nazis aient installé leur régime en 1933, il leur fallut encore sacrifier leur aile «extrémiste», celle qui tendait à prendre trop au sérieux les slogans «anti-ploutocrates» et anti-bourgeois: les Sections d'Assaut (S.A.) furent dissoutes et leurs chefs fusillés en 1934. Comme l'explique Trotsky: «*Le fascisme allemand, comme le*

fascisme italien, s'est hissé sur le dos de la petite bourgeoisie, dont il s'est servi comme d'un bélier contre la classe ouvrière et les institutions de la démocratie. mais le fascisme au pouvoir n'est rien moins que le gouvernement de la petite bourgeoisie. Au contraire c'est la dictature la plus impitoyable du capital monopoliste» (6).

Un certain désenchantement se fit jour parmi les partisans petits-bourgeois des nazis, à la suite des déclarations selon lesquelles la «révolution» était finie et après la non réalisation des promesses faites; à propos de la vague d'attentats et de mesures anti-juives plus ou moins «spontanée» du début de 1935, le *Gauleiter* de Cologne-Aix-la-Chapelle écrivait qu'il fallait intensifier les actions contre les Juifs pour «*remonter le moral, assez bas, de la petite bourgeoisie*» (6). Ce rapport est instructif: en réfutant l'affirmation gratuite de M.C. selon laquelle «*Le plus souvent [les masses petites-bourgeoises] demeuraient indifférentes*» à l'antisémitisme nazi, il montre que les chefs du parti nazi ne se trompaient pas sur la signification de classe et le rôle social de cet antisémitisme...

Troisième «erreur» qui heurte M.C.: c'est l'affirmation que, à la différence de la petite bourgeoisie, les «*poussées racistes dans le prolétariat n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi*». C'est là un «*conte pour enfants*» estime M.C., citant contre nous la base sociale du F.N. et la contamination de certaines couches ouvrières, «*y compris celles qui étaient influencées par les partis de gauche, en particulier stalinien*», en Allemagne par l'antisémitisme. «*Deuxièmement, la phrase fait preuve d'un optimisme béat qui (...) n'est pas vraiment de mise ces temps-ci. De plus les auteurs ne nous révèlent pas davantage ce qui fait passer la classe de l'état de non-lutte, écartelée par le racisme, à celui de lutte où le racisme aurait miraculeusement disparu*».

Il est dommage que M.C. n'ait pas cherché à se renseigner davantage. Ayant lu chez Friedlander qu'il n'y avait plus de Juifs parmi les députés communistes en 1932 et que le PC n'hésitait pas à utiliser des slogans antisémites pour rameuter des électeurs, il en déduit cavalièrement qu'une partie de la classe ouvrière était contaminée par l'antisémitisme. La question du flirt du PC avec les nazis au début des années vingt pour essayer de toucher les masses petites-bourgeoises, ou, au début des années trente, de son orientation nationaliste et de son rapprochement avec les nazis pour saper l'influence des sociaux démocrates mérite d'être traitée sérieusement, ce que nous n'avons pas la place de faire ici. Mais elle n'a de toutes façons rien à voir avec une supposé antisémitisme dans le prolétariat. L'exemple de l'Allemagne nous montre au contraire que la classe ouvrière y était largement indemne de l'influence antisémite, non seulement en raison de la nature petite-bourgeoise de cette idéologie, mais surtout parce que, malgré les politiques erronées, les défaites et les difficultés, cette classe avait derrière

elle des années et des années de lutte contre l'ennemi de classe. Nous pouvons aussi citer l'exemple de l'empire russe où le tsarisme avait fait de l'antisémitisme l'une de ses armes favorites contre la lutte ouvrière. Ce n'est pas un *miracle*, mais le travail de l'avant-garde prolétarienne conjugué à l'expérience des combats de classe démontrant pratiquement la nécessité et l'efficacité de l'union des rangs prolétariens pour combattre les capitalistes qui battit en brèche le racisme dans la classe ouvrière.

Aujourd'hui où le prolétariat dans son ensemble **ne lutte pas**, sinon de manière ponctuelle et défensive, où il n'a plus aucune expérience de sa force de classe, où il n'arrive pas à se défendre sérieusement même sur le plan immédiat contre l'exploitation, il ne peut pas ne pas être soumis à l'idéologie de la classe dominante; ne voyant d'autre issue que le repli sur soi et la fuite dans l'individualisme, comment la masse des prolétaires pourrait ne pas être contaminée par le racisme, le démocratisme, le pacifisme?

Mais comment aussi des gens qui se prétendent communistes peuvent-ils avoir oublié qu'un certain Marx a écrit un jour que **le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien**? Comment peuvent-ils trouver miraculeux ou incompréhensible que la classe ouvrière soit dans l'avenir poussée inexorablement à entrer en lutte ouverte, par personne d'autre que le capitalisme lui-même? Dans le feu de la lutte le prolétariat devra surmonter ses divisions, ses faiblesses et rompre les liens paralysants tissés pendant des décennies de collaboration entre les classes. Il n'existe aucune certitude que les prolétaires d'ici ou d'ailleurs retrouvent à temps les méthodes, les moyens et les objectifs de la lutte de classe pour sortir victorieux de l'affrontement décisif entre les classes, mais ce combat sera inévitablement à nouveau livré.

Quatrième «erreur»: M.C. a gardé le meilleur pour la fin; cette erreur-là constituerait en effet «*l'essentiel de la démonstration*» à *attaquer*. La voici donc: «*On lit dans Auschwitz ou le grand alibi: "...le capitalisme allemand... a étendu la liquidation des Juifs à toute l'Europe centrale"*.

En gros, après avoir conquis l'Etat par l'intermédiaire du parti nazi, pour nos apprentis historiens bordiguistes, la petite bourgeoisie aurait en quelque sorte utilisé l'appareil capitaliste pour une extermination programmée des Juifs (!!!).»

Il n'y a pas à dire, ce ne sont pas des apprentis à «Mouvement Communiste»! En gros et en quelque sorte, ils arrivent à nous faire dire une absurdité qui est à l'opposé de ce que nous écrivons...

* * *

Concluons. La prétention de M.C. de mettre en évidence nos «erreurs» par une confrontation avec la réalité concrète n'est qu'un **bluff** pur et simple. Non seulement il n'est capable d'apporter **aucun** argument véritable contre ce que nous avons écrit, mais en fait il n'essaye même pas d'en trouver, préférant finalement déformer notre analyse de la façon la plus outrancière.

Si nous récapitulons ses critiques, nous constatons que M.C. repousse notre analyse de classe de la population juive allemande, notre analyse de la signification de classe de l'antisémitisme et de la capacité du prolétariat à se libérer du racisme, bref qu'il rejette les axes fondamentaux de l'analyse matérialiste, marxiste, de cette période historique. Voyons donc quelle est **son** explication de la liquidation des Juifs; ou plutôt ses explications, car il y en a «deux types» (c'est nous qui soulignons): «L'une tient à l'**idéologie armée** (idéologie comme force matérielle) de l'Etat nazi (...).

L'autre relève de l'atténuation du pouvoir de détermination économique de la formation capitaliste allemande sur son propre Etat et sa propre politique [!!!] (...) il serait erroné d'exagérer le rôle de la détermination économique pour trouver une explication rationnelle exhaustive à la solution finale. (...) Les hommes sont prisonniers de leurs idées, et peuvent, parfois, les incarner et les appliquer sans limitations aucune, l'espace d'une courte saison. Au risque de paraître quelque peu hermétiques, nous dirons que la solution finale dans sa phase la plus bestiale est une des manifestations possibles (...) de l'autonomie que l'Economie concède au Politique et au Militaire.

C'est dans ce cadre extrêmement étroit que nous pouvons affirmer que l'extermination des Juifs opérée par les nazis est à la fois unique dans son déroulement spécifique, et reproductible, du fait des mécanismes et des rapports sociaux propres à la société capitaliste».

Mouvement Communiste a beau prétendre ne pas remettre en cause le déterminisme marxiste, ni «*invalider le sens général de l'analyse politique*» de notre texte, cette pirouette ne peut cacher que cette explication qui innocente l'impérialisme allemand de l'action de son Etat, est idéaliste, anti-matérialiste et anti-marxiste. «Auschwitz ou le grand alibi» a été écrit précisément pour combattre ce type d'explications qui relèvent de l'idéologie bourgeoise courante, et c'est très exactement la raison pour laquelle M.C. n'arrive pas à le digérer, tout en n'ayant pas le courage de le rejeter en bloc. Refusant par principe «anti-sectaire» d'aller à **contre-courant**, oscillant entre le coup de chapeau ostentatoire à la théorie marxiste et la critique «concrétiste» de cette théorie, Mouvement Communiste s'est condamné à **s'adapter** aux idées bourgeoises qui dominent tout à fait concrètement la réalité quotidienne.

Une preuve? M.C. s'est inspiré à peu près uniquement du livre récemment paru de Saul Friedlander. Celui-ci explique assez clairement qu'il a écrit son ouvrage pour s'opposer à nombre d'historiens actuels qui, dans l'étude du régime nazi, ont tendance à privilégier l'analyse des grandes tendances objectives, la continuité de la politique de l'Etat allemand et même les analogies dans les politiques sociales avec les pays «démocratiques», en un mot à des historiens plus ou moins matérialistes (autant que le permet l'historiographie bourgeoise) - un objectif inverse donc de notre «Auschwitz...». Anti-marxiste conséquent, Friedlander veut remettre l'accent sur le rôle central de l'**idéologie** antisémite et sur l'action **personnelle** de Hitler. Il

termine ainsi la présentation de ce qu'il appelle sa «thèse»: «*Les persécutions et les exterminations des nazis furent perpétrés par des gens ordinaires qui vécurent et agirent au sein d'une société moderne nullement différente de la nôtre. (...) Mais le régime, l'idéologie et la culture politique (...) n'avaient, eux, rien d'ordinaire. Ce sont les rapports entre l'exceptionnel et le banal, la fusion des potentialités destructrices (...) d'un monde qui est encore le nôtre avec la fureur très particulière du plan apocalyptique des nazis contre l'ennemi mortel, les Juifs, qui confèrent à la fois sa signification universelle et sa singularité historique à la Solution finale de la question juive*» (7).

Autrement dit le capitalisme n'est pas coupable; la lutte entre les classes est inconnue; ce sont des «gens» ordinaires mais sous l'emprise de mauvaises idées qui ont commis les forfaits: c'est l'idéologie, la culture politique, un plan diabolique qui est responsable. Envolé le matérialisme! Ce sont les idées qui mènent le monde. Avec une bonne idéologie, une bonne politique, de bonnes intentions, nous éviterons que les potentialités destructrices se réalisent et nous ne connaissons que les potentialités bénéfiques du mode de production bourgeois...

Non seulement Mouvement Communiste estime cet ouvrage «*essentiel*» et il en recommande la lecture à ses lecteurs sans faire la moindre réserve, mais il a le front de citer en note ce passage pour appuyer et illustrer sa conclusion qui, il est vrai, n'en est qu'une paraphrase gauchisée!

Si M. C. nous avait critiqué dans le but de défendre l'orthodoxie marxiste, le malentendu aurait été aisé à dissiper et l'intérêt d'une critique de sa critique aurait été nulle. Mais la réalité est que M.C., malgré, ou plutôt **grâce** à ses affirmations vraiment culottées de fidélité aux principes marxistes et de solidarité avec notre texte, veut faire passer pour «communistes» des positions **anti-communistes** empruntées aux pires idioties de l'idéologie bourgeoise: ce n'est plus la lutte des classes, mais la lutte des «idées» qui est à la base des grands événements historiques; la situation actuelle serait comparable à celle des années 30 qui ont vu la victoire du fascisme; et surtout: le fascisme n'est plus la **forme suprême de la réaction bourgeoise**, mais un mouvement qui «*s'appuie sur toutes les classes de la société*», voire sur le prolétariat; et même «*dans certaines circonstances (...) les mouvements fascistes peuvent devenir les porte-parole d'une partie déboussolée et affaiblie du prolétariat cherchant à défendre - violemment s'il le faut - sa condition, etc....*» (9)!!! Sacrer le fascisme **porte-parole** de certaines couches du prolétariat, déboussolées peut-être mais combatives (!), voilà ce qui s'appelle rayer d'un trait de plume tout le bilan historique marxiste de la contre-révolution et rallier les positions démocratiques les plus grossières qui qualifient de «fascistes» toutes les actions incontrôlées du prolétariat. Pour des gens qui se disent - pour combien de temps? - communistes, c'est assez fort!

Il est évident qu'il est impossible à «Mouvement Communiste» d'argu-

menter sérieusement ses positions, ni même, pour l'heure, de les exprimer de façon tout à fait ouverte et d'en tirer les conséquences politiques et pratiques. Il lui fallait cependant essayer, sinon de réfuter l'analyse marxiste qu'«Auschwitz...» illustre, au moins de la discréditer en falsifiant ce que nous écrivons. Mais dans l'aventure il a jeté le masque...

(1) «Mouvement Communiste», Hiver 1997-98, supplément au n°7.

(2) p. 46. M.C. utilise les notes pour dire les choses les plus importantes, parfois pour rectifier, voire contredire le texte lui-même. Celui-ci est bizarrement signé: *Bruxelles, Paris 25/12/97*. A-t-il été rédigé dans le TGV reliant les deux villes? Ou ses auteurs, trop pris par les fêtes de Noël, n'ont eu d'autre ressource, entre deux bouchées de dinde, que le téléphone ou le fax pour le terminer? Toujours est-il que son caractère bricolé, rapiécé, lui donne une touche d'incohérence particulière.

(3) Les Juifs représentaient 1% de la population du Reich à l'époque de la République de Weimar, soit environ 500.000 personnes (avant que les lois raciales de Nuremberg ne portent officiellement le nombre de Juifs et assimilés à 1,5 million). En nous limitant aux chiffres fournis par l'ouvrage encensé par nos critiques, celui de Friedlander «*L'Allemagne nazie et les Juifs*», Ed. du Seuil., la proportion des Juifs atteignait 23 % parmi les avocats; ils étaient également nombreux parmi les médecins. Le secteur de la presse était «*marqué par une forte présence juive*»; «*les Juifs occupaient une place très en vue et fort influente dans les milieux financiers de l'Allemagne impériale*», et ce phénomène était encore plus marqué en Autriche-Hongrie; ils étaient également très présents dans les milieux culturels, l'intelligentsia, etc.: tous ces secteurs ne sont ni le commerce, ni l'artisanat, mais néanmoins relèvent de la petite et moyenne (voire grande) bourgeoisie.

(4) Contrairement à ce qu'écrit M.C., nous ne nous sommes pas basés sur l'ouvrage du trotskyste A. Léon, «*La conception matérialiste de la question juive*» (Ed. EDI) - ouvrage par ailleurs très intéressant - mais sur Engels comme on peut le constater aux références que nous faisons dans le texte. Mais Engels constitue un trop gros morceau et M.C. trouve plus prudent de s'en prendre à Léon...

(5) Dès 1923 le parti Nazi recevait d'importantes contributions de cercles bourgeois réactionnaires, allemands et étrangers; l'armée lui fournissait armes et véhicules. Le soutien le plus connu est celui du grand industriel de l'acier, Thyssen. cf Karl Dietrich Bracher, «*Hitler et la dictature allemande*», Ed. Complexe, p. 147-148.

(6) cf «*Qu'est-ce que le national-Socialisme?*», in L. Trotsky «*Comment vaincre le fascisme?*»; Ed. Buchet-Chastel, p. 358.

(7) cf «*L'Allemagne nazie...*», op. cit., p. 146. Les lois raciales de Nuremberg furent adoptées en septembre 35, après que les chefs nazis aient décidé de faire cesser les exactions désordonnées et incontrôlées contre les Juifs.

(8) cf «*L'Allemagne...*», op. cit., p. 18.

(9) cf «Mouvement Communiste», op. cit., p. 9.

Auschwitz ou le grand alibi (Suite)

(Article paru dans « le prolétaire » no 446,
Sept.-Oct.-Nov. 1998)

LES FLICS DE RAS LE FRONT À LA FÊTE DE L.O.

Comme pratiquement toutes les années depuis sa création (à l'exception d'une période au milieu des années quatre-vingt où nos demandes de stand étaient refusées) nous avons tenu en juin dernier un stand à la fête annuelle de Lutte Ouvrière en région parisienne. Bien que d'année en année le côté kermesse prenne une importance grandissante sur le côté politique, la fête de LO reste une occasion importante pour diffuser du matériel, discuter avec des contacts ou des militants français ou étrangers et pas seulement de la mouvance trotskyste, même si celle-ci est bien sûr prédominante. Et tant que LO continuera à accorder gratuitement et sans préalable politique, conformément à sa vieille idée fautive (voir plus loin) que toutes les «tendances révolutionnaires» conflueront un jour dans le même parti, l'autorisation de tenir un stand, nous utiliserons cette possibilité (1).

Un petit épisode mérite d'être relevé à propos de cette édition de la Fête, en raison de sa signification politique. L'organisation «Ras le Front», constituée pour lutter contre le Front National et défendre la démocratie bourgeoise que celui-ci menacerait (alors qu'il en est le pur produit), était également présente. Constatant que la brochure «Auschwitz ou le grand alibi» était en vente, ils allèrent demander, au bout d'un certain temps, aux militants de «Il Programma Comunista / Cahiers Internationalistes» de la retirer de leur stand. Devant leur refus, ils allèrent se plaindre auprès de la direction de la Fête qu'une brochure «révisionniste» était diffusée et ils demandèrent l'interdiction de cette diffusion. Après s'être déplacés, les dirigeants de LO, plutôt ennuyés par l'affaire et soucieux d'éviter des incidents, temporisèrent et répondirent qu'ils allaient étudier la brochure avant de prendre une décision pour l'avenir.

Dépités de ne pas avoir obtenu gain de cause mais incapables de soutenir une discussion, les gens de RIF, courageux mais pas téméraires, ne trouvèrent alors d'autre ressource que de monter contre nous les jeunes de l'organisation anti-raciste «Jeunes contre le Racisme en Europe» (dépendant de l'organisation trotskyste «Gauche Révolutionnaire» liée au groupe anglais «Militant») qui avait eu l'honneur d'être dénoncée par Chevénement pour son soutien aux sans-papiers. Mais le résultat, plutôt malencontreux pour RIF, a été que les jeunes qui ne se contentaient pas de proférer des insultes, mais qui venaient polémiquer à notre stand, comme ils n'avaient aucun argument à opposer à notre brochure qu'ils n'avaient pas lue, repartaient, sinon convaincus, du moins passablement ébranlés...

VOIX DES TRAVAILLEURS OU VOIX DE SON MAÎTRE?

Les flics de Ras le Front n'ont donc pas obtenu satisfaction cette année à la fête de LO (nul doute qu'ils feront pression pour être entendu l'année prochaine), mais ils se sont rattrapés à la fête de VdT.

«Voix des Travailleurs» est une organisation qui regroupe des militants exclus de Lutte Ouvrière, principalement dans la région de Bordeaux et dans la région de Rouen. VdT partage l'ensemble des positions politiques de LO; la seule différence discernable est que VdT préconise la formation d'un parti ouvrier par l'union de tous groupes révolutionnaires comme le faisait autrefois LO. Un n° de son journal consacré à mai 68 reproduit approuvativement un article de Lutte Ouvrière sur la question du parti (daté de l'été 68) où il était écrit, entre autres: «De toute manière tous les militants qui combattent à la gauche du PCF se retrouveront un jour ou l'autre, par la force des choses, dans un même parti révolutionnaire. Ou alors, celui-ci n'existera pas. (...) Il faut pour cela que chacune de ses tendances constitutives agisse en ne perdant pas de vue justement qu'elle n'est qu'une tendance du futur parti. (...) Il faut aussi dès à présent tout mettre en oeuvre pour unifier dans les plus courts délais l'ensemble des tendances révolutionnaires au sein d'un même parti. Ce ne sera naturellement possible que si chacune de ces tendances conserve le droit et la possibilité réelle de défendre librement ses idées au sein du parti unifié. Mais la reconnaissance d'un tel droit (...) serait l'affirmation d'un droit démocratique élémentaire, sans lequel un parti révolutionnaire ne saurait même pas exister». Et en phase avec ces citations, VdT publie un article intitulé «Trente ans après mai 68, vers un nouveau parti des travailleurs socialistes et communistes révolutionnaires». On peut y lire: «L'expérience militante et le potentiel d'énergies qui existent dans l'ensemble de l'extrême gauche est important. Ces atouts ne peuvent donner leur pleine mesure qu'à condition que tous les révolutionnaires regroupent leurs forces et orientent leurs efforts vers la classe ouvrière et la jeunesse pour y enraciner les idées

marxistes. (...) Cette métamorphose du mouvement révolutionnaire ne peut s'opérer que dans la confrontation large et démocratique de tous les points de vue et dans la recherche systématique des collaborations en vue d'un regroupement des forces révolutionnaires. Ne pas en prendre conscience en 1998 serait une preuve d'irresponsabilité, le propre de militants plus attachés à leur conservatisme intellectuel et organisationnel qu'aux intérêts généraux du mouvement révolutionnaire comme du mouvement ouvrier» (2).

Nous croyons au contraire qu'un parti regroupant toutes les «tendances» qui se prétendent révolutionnaires (anarchistes, maoïstes, trotskystes, gauche communiste...), où celles-ci défendraient librement et démocratiquement leurs positions, serait tout sauf un parti révolutionnaire. Un parti révolutionnaire n'est pas un club de discussion, disait Lénine; ce n'est pas une espèce de parlement singeant les parlements bourgeois, mais une organisation prétendant diriger la classe ouvrière dans la lutte des classes la plus acharnée, dans la révolution, la guerre civile, la dictature. Il ne lui est pas possible de seulement songer à remplir ce rôle si ne règnent pas en son sein unité de volonté, unité d'orientation, unité d'action; autrement dit s'il n'est pas organisé sur la base d'une théorie (le marxisme), d'un programme et de méthodes et moyens d'action bien déterminés, invariables, cohérents entre eux et communs à tous ses adhérents. Vis-à-vis de ceux qui défendent une autre théorie, un autre programme ou d'autres méthodes, il ne peut y avoir de démocratie et de liberté d'expression dans le parti révolutionnaire communiste: leur place est ailleurs, dans un autre parti; la lutte contre leurs positions (non la discussion démocratique de celles-ci) doit se faire au grand jour, devant toute la classe, et pas dans le cénacle restreint des révolutionnaires «conscients».

Sectarisme impénitent de bordiguistes coupés des travailleurs que cette position? Pas le moins du monde: ce n'est pas nous, mais Marx et Engels qui ont éjecté les anarchistes de l'organisation politique ouvrière; c'est l'Internationale Communiste qui a posé que ceux qui ne seraient pas d'accord avec les 21 conditions d'adhésion seraient automatiquement exclus... Par contre, la position de VdT se rattache à la vieille tradition social-démocrate que le mouvement communiste avait tenté de surmonter, selon laquelle une droite, une gauche et un centre pouvaient co-exister démocratiquement dans le même parti.

Les faits ont montré que les principes et les méthodes démocratiques ont toujours joué contre les communistes et n'ont jamais servi que la conservation bourgeoise. Et c'est personne d'autre que VdT qui nous en a fait une nouvelle démonstration. La prenant en quelque sorte au mot, nous avons demandé de pouvoir tenir un stand, comme l'année précédente, lors de sa fête qu'elle organisait en commun avec d'autres organisations à Rouen en octobre. La réponse à notre demande, faite plusieurs mois à l'avance,

tardait à venir. Finalement, c'est la veille de la fête qu'un responsable de VdT, donnait, oralement, la réponse, à la façon typiquement faux-cul de cette organisation: ce n'était pas oui, mais il ne fallait surtout pas que nous pensions (et disions) être «interdits» à la fête; nous devions simplement comprendre que nous étions plutôt indésirables...

La raison? Et bien Ras le Front allait être présent à la fête et comme nous sommes une organisation «révisionniste» qui diffuse la brochure «Auschwitz ou le grand alibi», notre présence était incompatible avec la leur! En bref la démocratie ouvrière de VdT, avec sa «confrontation large et démocratique des points de vue» s'évanouit d'un coup lorsque les flics de RIF lui signalent qu'il y a atteinte à l'idéologie anti-fasciste démocratique dominante. Rien d'étonnant à cela: la démocratie n'est pas le moyen pour que s'exprime la voix des travailleurs révolutionnaires; elle ne peut servir qu'à exprimer la voix de son maître, la voix de la bourgeoisie.

(1) LO n'accorde pas de stands à certaines organisations: outre ses exclus, il s'agit du CCI («Révolution Internationale») et de l'organisation trotskyste spartaciste LTF («Le Bolchévik»). Ces deux organisations mobilisent néanmoins leurs militants (y compris à l'échelle internationale, ainsi que l'affirme fièrement la LTF) de façon à y être présentes, à intervenir dans les forums et à y diffuser leur presse, ce que ne font pas les exclus.

(2) cf «Voix des Travailleurs» n° 42, 14/5/98.

Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi»

(Article paru dans « le prolétaire » no 454,
Juillet-Août-Sept.-2000)

Notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi» est de nouveau la cible de diverses attaques. Dans ce premier article, nous nous occuperons de l'organisation antifasciste «Ras l'front». Nous traiterons dans un second article d'un livre récent qui prétend faire l'«Histoire du négationnisme».

Lors de la dernière fête de Lutte Ouvrière, «Ras l'Front» s'est en effet encore une fois livrée à des attaques contre notre brochure et sa diffusion. Déjà en 1998 la même organisation, lors de la fête de L.O., s'était employée à dresser contre nous les trotskystes de «Jeunes contre le Racisme en Europe» (scission de l'organisation de jeunesse de la LCR): voir notre article à ce sujet sur le n° 446 de ce journal. L'année suivante, «Ras l'front» avait demandé aux organisateurs d'interdire la diffusion de notre brochure. L.O., ne voulant pas prendre position sur une question bien épineuse, s'était défilée avec l'argument qu'elle ne se livrait pas à un contrôle politique des textes et des positions défendues sous leur seule responsabilité, par les organisations présentes. A la suite de ce refus, «Ras l'Front» s'était répandu en fanfaronnades selon lesquelles il interdirait lui-même la présence de l'horrible brochure.

C'est ainsi que dès le début de l'édition 1999 de la fête ces valeureux anti-fascistes avaient envoyé des jeunes faire du chahut à notre stand. Puis, après la fuite précipitée de ceux-ci, qui, ignorant tout de nos positions, étaient bien incapables de tenir pied dans la discussion, ce fut au tour de deux gros bras de venir faire de l'intimidation. Hélas, c'est le propre des gros bras d'avoir une cervelle d'oisillon! Ne pouvant laisser parler leurs muscles à cause du petit attroupement causé par la première intervention de leurs jeunes amis, ils furent contraints d'essayer d'argumenter leurs critiques et de justifier leur attitude. Face à une épreuve aussi redoutable, il ne leur restait plus qu'à battre piteusement en retraite.

* * *

Peut-être échaudés par leur déconvenue de l'année précédente, Ras l'Front n'a pas essayé cette année de s'en prendre directement à nous, mais

il choisit d'accentuer la pression pour interdire la diffusion de notre brochure, en diffusant un tract appelant «l'ensemble des organisations et des militants à demander à LO que cette brochure ne soit plus vendue à la fête».

Dans ce tract, intitulé «Des révisionnistes à la fête de LO... Karl Marx, le grand alibi?», on peut lire:

«Depuis des années, le Parti Communiste International tient un stand à la fête de Lutte Ouvrière. Ce groupuscule est issu du courant fondé par Amadeo Bordiga. Peu actif, il semble se consacrer surtout à l'édition de textes [Chef, c'est louche! Que font-ils vraiment?]. En 1960, ce courant a publié un article anonyme [Anonyme? De plus en plus louche!] dans son journal Programme Communiste: «Auschwitz ou le grand alibi». Réédité sous forme de brochure, il est en vente depuis des années à la fête de LO. Or ce texte est l'un des textes fondateurs des thèses révisionnistes. Il a notamment été diffusé dans les années 70 par La Vieille Taupe, librairie devenue Maison d'édition et quartier général des négateurs de l'extermination des Juifs pendant la guerre [Chef, ce coup-ci on les tient! La Vieille Taupe, après avoir été l'une des librairies gauchistes les plus courues du Quartier Latin, étant devenue 15 ans plus tard un centre négationniste, tous ceux qui ont été diffusés par elle dans sa première période sont donc des négationnistes, ou je mange mon képi! D'ailleurs, chef, ce Karl Marx, il devait bien y avoir ses brochures dans cette librairie?]. Malgré les demandes répétées et les protestations de Ras l'front, Lutte Ouvrière s'est toujours refusée à intervenir pour en empêcher la vente [Serait-elle complice?], au motif qu'elle ne veut pas contrôler ce que vendent les groupes présents à la fête.

Pourtant nous estimons que les mensonges révisionnistes ne relèvent pas des débats internes de l'extrême gauche, mais d'une autre logique (...) » (1).

Et après avoir précisé que: «si nous discutons sur les révisionnistes, en analysant leurs mensonges, en démontant leurs raisonnements, nous refusons de discuter avec eux, qu'ils soient d'extrême-droite ou, comme ici, ultra-gauches. Nous n'avons rien à leur répondre et nous ne répondrons pas à leurs délires» (2), le tract de Ras l'front, tente cependant de répondre à ce qu'il affirme péremptoirement être nos «mensonges révisionnistes».

RASL'FRONTFALSIFICATEUR

Notre premier mensonge serait de nier la «singularité» du massacre des Juifs, et même de se moquer de ce massacre, à en croire des citations produites par le tract pour susciter l'indignation à notre égard:

«Selon les auteurs de la brochure, "si on fait un tel plat" (sic) du génocide, (...). Le massacre des Juifs serait donc "un rideau de fumée" (...)».

Ras l'front utilise la pratique de faussaire (que les staliniens avaient développé jusqu'à la dernière extrémité) qui consiste à citer des bouts de

phrase hors de leur contexte. En effet l'introduction à la brochure explique clairement pourquoi «on fait un tel plat», non du massacre des Juifs comme nous le font dire les falsificateurs de Ras l'front, mais de l'interview dans «l'Express» en 1978 de Darquier de Pellepoix, ancien Commissaire aux questions juives: cette interview avait été le prétexte au déclenchement d'une énorme campagne de propagande en faveur de la démocratie bourgeoise, qui aurait été menacée par une prétendue résurgence du fascisme et de l'antisémitisme. Le «rideau de fumée» dont nous parlions, n'était pas le massacre des Juifs comme l'affirment les menteurs de Ras l'front, mais «Le rideau de fumée de la campagne actuelle» (titre d'un paragraphe tronqué par nos faussaires), grotesque et hypocrite campagne qui servait à masquer la recrudescence du racisme, des discriminations, des agressions et des intimidations policières à l'encontre de millions de travailleurs immigrés et leurs familles. C'était écrit en toutes lettres et expliqué à longueur de pages: impossible de se tromper pour tout lecteur honnête, même bas du front...

RASL'FRONTNÉGATIONNISTE

Mais pour nos accusateurs il fallait charger la barque afin que notre péché capital apparaisse dans toute son horreur: «Or, si les auteurs de la brochure ne nient pas le génocide, ils prétendent que sa singularité serait fictive». Car, c'est vrai, nous nions que «les crimes du nazisme restent uniques dans l'histoire» - honteuse affirmation de «Ras l'front» à qui la réalité de ce monde capitaliste dans les dernières décennies a malheureusement apporté de nouveaux et sanglants démentis en plus de ceux rappelés il y a plus de vingt ans dans l'introduction à la brochure: il suffit de songer aux massacres des Tutsis au Rwanda, en se souvenant de la complicité criminelle de l'impérialisme français dans la préparation des tueries. Mais il est vrai que l'impérialisme français est une démocratie tout ce qu'il y a de démocratique. Or, affirme le maître à penser Vidal-Naquet dans un ouvrage dont le tract recopie des passages entiers: «A lui seul ce crime [l'extermination des Juifs - NdIR] creuse la distance qui sépare le démocrate du fasciste. Mais, pensent les bordiguistes, il n'en est rien. Il faut donner, de l'antisémitisme de l'époque impérialiste, l'explication économique-sociale qui s'impose» (3).

En quelques mots, l'intellectuel de gauche démocrate a défini l'enjeu: le crime commis contre les Juifs suffit à distinguer radicalement le fascisme de la démocratie (nous disons: c'est l'alibi de celle-ci) qui ne sont donc pas deux formes différentes d'une même réalité (deux formes de la domination politique de la classe bourgeoise et du capitalisme), mais deux systèmes antagoniques entre lesquels il faut choisir; toute tentative d'explication matérialiste des crimes nazis doit donc être repoussée avec la dernière énergie car elle conduit précisément à faire disparaître cette différence qualitative de la démocratie et donc la justification du soutien à la démocratie, en démontrant

que la racine de ces crimes se trouve dans le système capitaliste lui-même. Mais cela ne suffit pas encore; pour que le raisonnement des démocrates tienne debout, il faut que le caractère unique des crimes nazis ne soit pas remis en question: il est donc obligatoire de faire oublier que les démocraties bourgeoises ont aidé ou au moins vu sans déplaisir la montée de Hitler au pouvoir, que pendant la guerre les démocraties alliées ont refusé obstinément de venir en aide aux Juifs (4), qu'elles sont donc au moins en partie co-responsables des massacres; il est indispensable de disculper les Etats démocratiques de tous leurs crimes, leurs massacres, leurs génocides, de les nier ou au moins de les banaliser, de les relativiser: Que dire donc de ces démocrates sinon qu'ils sont, eux aussi, comme tous les idéologues de la bourgeoisie, d'authentiques négationnistes?

RAS L'FRONT DANS L'EMBARRAS

Le deuxième «mensonge» dont nous accuse Ras l'front est d'affirmer qu'«il n'y a pas eu préméditation de l'extermination». Le lecteur doit savoir que cette question a longtemps divisé les historiens bourgeois; certains, appelés «intentionnalistes», soutenaient que Hitler et les nazis avaient dès le début l'intention de massacrer les Juifs et qu'ils n'ont fait que suivre un plan prémédité dès l'époque de «Mein Kampf». Pratiquement plus personne parmi les historiens sérieux n'adhère aujourd'hui à cette conception. Nous avons déjà eu l'occasion à cet égard de citer l'ouvrage récent d'un professeur israélien - pas le moins du monde bordiguiste ni marxiste - qui affirme que l'émigration des Juifs était l'objectif premier du régime nazi jusqu'à l'automne 41, et que ce n'est que lorsque cette émigration se révéla impossible que le régime se tourna vers leur massacre (5). Encore un menteur?

En fait Ras l'front lui-même se trouve bien embarrassé pour étayer ce qu'il affirme être un «fait têtue et gênant»; les rares éléments qu'il fournit se retournent en effet contre lui: «Le souci productif fera peu à peu son apparition (1941: premier accord entre les SS et les industries allemandes comme IG Farben pour disposer des déportés comme main d'oeuvre)»; «Mais Maïdanek et surtout Auschwitz, énormes centres industriels, furent la preuve que l'extermination pouvait côtoyer l'exploitation du travail forcé: l'élimination des faibles, vieillards, femmes, enfants ne laissait subsister que la force de travail». Le moins qu'on puisse dire est que cette fameuse préméditation de l'extermination, réalisée «selon un plan scientifiquement établi et suivant une procédure industrielle», est bien longue à se mettre en oeuvre et sa réalisation est bien chaotique (les premières déportations de Juifs datent de 1938, tandis que, selon le tract les premiers massacres ne commencent que 3 ans plus tard dans un premier camp, leur début dans les autres camps s'échelonnent jusqu'en juin 44).

Ne sachant comment se dépêtrer de ces contradictions, «Ras l'front»

recopie - mal - à tout hasard un passage où Vidal Naquet, répondant à une autre polémique, explique qu'«un système totalitaire (...) n'est pas un organisme fonctionnant tout uniquement (sic!) sous la conduite d'un chef. Dans l'Allemagne nazie, la Gestapo, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère des territoires occupés formaient autant de clans qui n'avaient ni les mêmes intérêts, ni la même politique (...)». La remarque de Vidal Naquet n'est pas fautive, à ceci près qu'il ne cite que quelques «clans» de l'appareil d'Etat, sans identifier les intérêts économiques déterminants qui, dans un système démocratique tout autant que dans un système totalitaire, sont à l'origine de ces divers clans et qui sont, en dernière analyse, les véritables décideurs des actions de l'Etat. En tout cas bien malin qui pourrait dire en quoi ce passage peut étayer la thèse de la préméditation du massacre des Juifs par les nazis...

RAS L'FRONT DÉFENSEUR DU CAPITALISME

Venons-en donc à notre troisième «mensonge», qui est de fournir «une explication prétendument «matérialiste» et économiste du génocide». Nous mettons en gras la phrase qui suit, à défaut de pouvoir l'encadrer, car en quelques mots elle définit parfaitement ce qui distingue radicalement le marxisme de toutes les idéologies, quelles qu'elles soient:

«Autrement dit, selon la brochure, il ne faudrait pas rechercher les racines du génocide dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste et dans les maux qu'il engendre». Pour une fois, «Ras l'front» a parfaitement saisi ce que nous disons! Et il s'en indigna aussitôt:

«On comprend bien le danger de cette théorie. Il (?) équivaut à nier le caractère raciste et antisémite du génocide et donc son caractère exceptionnel de crime contre l'humanité. Expédiés le racisme, les idées d'extrême-droite et la haine des Juifs. Le génocide n'est aucune manière l'expression d'une idéologie.

L'argument est pernicieux. Il ne s'agit pas en soi de la négation des faits, c'est-à-dire de l'extermination, mais de l'explication raciste et antisémite du génocide. Il ne serait qu'une conséquence du fonctionnement capitaliste, un moyen de régulation du capitalisme.

Aucun de ces arguments ne tient pourtant la route» (6).

Nous ne doutons pas que les petits-bourgeois démocrates de «Ras l'front» ont bien compris, comme ils l'assurent, le danger d'une position pernicieuse au point de désigner comme coupable des crimes commis par les nazis, non des idées, une idéologie, mais le capitalisme lui-même: car le capitalisme, c'est le système économique qui assure leur existence et leur statut social. C'est pourquoi ils déclarent celui-ci non coupable; c'est bien parce qu'ils craignent avant tout une lutte véritable contre le capitalisme, contre son fonctionnement et contre les maux qu'il engendre, qu'ils en

appellent à une simple lutte contre des idées, contre des idéologies: ces antifascistes idéalistes, comme tous les idéologues, ne sont rien d'autre que des défenseurs du capitalisme!

ANTIFASCISME ET LUTTE ANTICAPITALISTE

Pour terminer, «Ras l'front» revendique la lutte contre le fascisme, «danger majeur pour les salariés, les femmes, comme pour les exclus, les minorités (les immigrés...) et le mouvement ouvrier. Ils sont les premiers à en souffrir» alors que nous dénoncerions mensongèrement, dans l'antifascisme «un piège pour tous ceux qui luttent»:

«Les conséquences plus lointaines de cette théorie étant bien évidemment qu'il ne sert à rien de lutter contre le fascisme, contre les idées d'extrême-droite. Le fascisme en tant que programme (?) n'existerait pas, ne correspondrait à aucune forme politique déterminée (?). Les nazis ne seraient donc qu'un "détail" de l'histoire du capitalisme et de l'impérialisme... Autant d'arguments qui impliquent, de fait, une banalisation de cette période de l'histoire et des catégories politiques (sic) que constituent ces régimes»

Autant d'arguments qui sont des inventions de «Ras l'front». Expliquer que le fascisme est l'une des formes de la domination du capital - la forme de la dictature ouverte, de la lutte sans quartiers de la bourgeoisie contre le prolétariat - n'implique évidemment pas qu'il ne servirait à rien de lutter contre le fascisme, surtout si par fascisme on n'entend pas seulement «les idées d'extrême-droite» mais des forces politiques organisées par la bourgeoisie pour s'attaquer aux organisations prolétariennes, briser les grèves, terroriser les travailleurs, en collaboration avec les forces de répression légales. Mais cela implique que la lutte contre le fascisme ne peut se mener avec l'objectif de maintenir et de consolider une autre forme de la domination du capital - la démocratie - et en alliance avec les partisans de celle-ci. Si elle ne veut pas être illusoire, la lutte contre le fascisme doit être une lutte contre le capitalisme et doit se mener sur une base de classe.

L'antifascisme démocratique, qui se présente comme une lutte commune à tous, c'est-à-dire une lutte inter-classiste, autour de la défense de la forme démocratique de l'Etat et du régime bourgeois, est, lui, bel et bien un piège mortel pour les prolétaires en lutte. C'est justement parce que, au contraire de «Ras l'front» et cie, nous ne banalisons pas ce qu'a représenté le fascisme (qui n'était pas un programme, mais un mouvement politique au service de la conservation sociale), parce que nous nous efforçons de ne pas oublier les terribles leçons du fascisme et de la lutte contre lui, que nous ne crions pas tous les matins depuis 50 ans au danger fasciste et que nous dénonçons ceux qui depuis 15 ans s'emploient à engluer encore davantage les prolétaires dans le démocratisme au nom d'une lutte - essentiellement

électorale et «d'idées» - contre le Front National.

Non, aujourd'hui, le danger majeur pour les salariés, les femmes, les exclus, les minorités, etc. - disons: les prolétaires, ce n'est pas le fascisme! Ce n'est pas le Front National qui expulse les prolétaires immigrés, qui licencie, qui s'attaque aux retraites, qui fait baisser les salaires réels, qui renforce la police et couvre ses crimes, mais bien les amis démocrates de «Ras l'front»!

Le danger majeur, c'est le capitalisme, son Etat démocratique et les forces politiques, grandes ou petites, au gouvernement ou non, parlementaires ou extra-parlementaires, qui se donnent la tâche de le servir et de duper les travailleurs! Le danger majeur, c'est la persistance de la collaboration des classes, alimentée par l'action conjointe de l'opportunisme politique et syndical et du réseau capillaire des institutions démocratiques, qui paralyse le prolétariat et l'empêche de réagir efficacement à l'aggravation continue de son exploitation et à la détérioration croissante de sa situation.

«Ras l'front» et cie fournissent leur contribution au maintien de cette asphyxiante collaboration des classes, en s'efforçant de maintenir en fonction le vieux piège de l'anti-fascisme démocratique. C'est la raison pour laquelle ils combattent ceux qui dénoncent cette escroquerie et qu'ils essaient d'empêcher la diffusion de leurs positions. Derrière ce qui peut apparaître encore pour une simple et obscure lutte d'«idées», ce sont en réalité des positions de classe irréconciliables qui sont en jeu et qui sont destinées à se résoudre demain dans l'affrontement social ouvert.

Alors tous les prolétaires verront Ras l'front de l'autre côté de la barricade, du côté des bourgeois, «fascistes» et «démocrates» enfin réunis...

(1) Tract «rédigé par des militants de Ras l'front 18». Tous les passages en italique qui suivent sont, sauf affirmation contraire, tirés de ce tract.

(2) Cette curieuse précision n'est pas faite par hasard: elle a pour but, non de nous refuser une discussion démocratique que nous n'avons jamais envisagé de lui proposer, mais de dissuader les propres militants et sympathisants de «Ras l'front» de prendre connaissance de nos positions et d'en discuter, de la même façon que les stalinien traitaient les révolutionnaires d'«hitlériens», de «provocateurs fascistes», etc., afin d'empêcher tout contact avec ceux-ci, et de justifier leur mise à l'écart expéditive. On pourrait citer ainsi la fière réplique d'un militant de Ras l'front dans une réunion parisienne à la question de savoir s'il avait lu la brochure qu'il venait de dénoncer dans son intervention: «je ne lis pas la littérature de merde!»

(3) cf P. Vidal Naquet, «Les assassins de la mémoire», La Découverte, 1995. Historien spécialiste de l'antiquité grecque, Vidal Naquet qui est aussi directeur des Archives Juives de Paris, est un intellectuel de gauche célèbre.

(4) La brochure relate l'affaire de Joël Brandt qui, avec l'accord de Himmler, avait tenté sans succès d'intercéder auprès des autorités alliées

pour qu'elles sauvent des Juifs (il s'agissait de négocier l'exil d'un million de Juifs). Vidal Naquet essaye de relativiser cette affaire en y voyant simplement une manoeuvre du chef SS qui sentait la guerre perdue. S'il est évident qu'il y avait une manoeuvre, il est tout aussi évident que les Alliés ont froidement refusé d'accueillir le moindre de ces Juifs! Nous renvoyons à notre article sur le n° 440 de ce journal où sont reportés d'autres faits du même genre, accablants pour les «Démocraties».

(5) Yehuda Bauer, «Juifs à vendre?», Ed. Liana Levi, 1996. Cité dans le «Prolétaire» n° 440. Le professeur ajoutait aussi, comme notre brochure, que même une fois le massacre commencé, les nazis auraient pu changer de politique: ils ont fait des ouvertures auprès des Alliés pour faire émigrer les Juifs contre diverses contreparties; mais si les Juifs étaient à vendre par les Nazis, personne, en face, dans le camp des Démocraties, n'en voulait!

(6) Le tract continue en avançant, pour réfuter notre analyse en termes de classes, les arguments suivants:

1) «la plupart [des Juifs] étaient ouvriers ou salariés». Nous avons déjà répondu à une affirmation de ce genre, avancée par le groupe «Mouvement Communiste» en montrant qu'elle est contraire à la vérité: voir «Le Prolétaire» n° 444;

2) Les Tsiganes, homosexuels et handicapés n'appartenaient pas à la petite-bourgeoise, et pourtant ils ont été persécutés et massacrés. Mais c'est bien à notre avis la raison pour laquelle l'hostilité envers ces groupes n'a jamais pris l'ampleur, le poids social et le rôle politique de l'antisémitisme. Par ailleurs, que devient, avec cette constatation, l'affirmation de Ras l'front sur le rôle exclusif de l'idéologie antisémite dans les massacres des Nazis?

3) On peut se demander pourquoi le grand capital n'en a pas profité pour éliminer toute la petite bourgeoisie (!). Et bien tout simplement parce qu'éliminer toute la petite bourgeoisie, à supposer que cela eut été possible (qui l'aurait fait?), aurait laissé la grande bourgeoisie seule, sans aucune couche-tampon face au prolétariat. Le grand capital avait besoin d'utiliser la petite bourgeoisie, après avoir détourné sa colère sur le bouc-émissaire idéal que constituait le concurrent Juif, comme troupe de choc contre le prolétariat déboussolé mais encore organisé (pour motiver ces petits bourgeois enragés, tenaillés par la crainte d'être déclassés, qu'étaient les militants nazis, la lutte de classe, le marxisme, etc., étaient dénoncés comme inventions juives); puis de l'utiliser pour encadrer la mobilisation générale, dans l'économie de guerre et dans la guerre elle-même, de la classe ouvrière et des masses laborieuses au nom de la patrie et, au delà de la patrie, puisque le Reich englobait plusieurs nations, au nom de la race allemande. C'est pourquoi l'antisémitisme a continué à jouer pendant la guerre le rôle de mobilisation idéologique qui avait si bien servi au grand capital dans la période précédente. La guerre était présentée par la machine de propagande nazie comme une action vitale de défense pour la race allemande contre les actions hostiles de la race juive: c'était une explication qui satisfaisait parfaitement la base et les cadres de l'appareil nazi.

Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi» (2)

(Article paru dans «le prolétaire» no 456 et 457,
Janv.-Févr.-Mars.2001 et Avr.-Mai.-Juin.-2001)

Sur le n° 454 (juillet-août-septembre 2000) de ce journal nous avons répondu aux attaques de **Ras l'Front** contre notre brochure. A peu près au même moment où cette organisation pondait son tract, paraissait en librairie un ouvrage de Valérie Igounet: «**Histoire du négationnisme en France**» (1). Il s'agit de la version commerciale d'une thèse de doctorat, donc d'un travail universitaire censé présenter toutes les garanties de sérieux, d'objectivité et de rigueur scientifique qui caractériseraient la noble institution universitaire. Et d'ailleurs notre savant professeur se vante dans son introduction de l'intérêt de son étude, qui «*réside dans la mise au jour de l'histoire et de l'évolution du négationnisme. Elle permet de comprendre comment des anciens militants de l'ultra-gauche, où l'on compte les plus ardents défenseurs de la lutte anticolonialiste, se sont laissé séduire par un discours antisémite et ont pu se joindre à une extrême droite néonazie. Elle rend compte de l'exception française de l'affaire Faurisson (...). Elle montre les véritables enjeux idéologiques du négationnisme [et son utilisation par le Front National]. Enfin, elle met à mal une méthode de négation attachée à rendre perplexes des personnes de bonne foi*», etc. Valérie Igounet prétend donc non seulement écrire l'histoire d'une conception particulière, qu'elle préfère appeler «négationnisme» plutôt que «révisionnisme» car elle relève «*d'une idéologie et non d'une démarche scientifique ou même critique*»: «*la négation de la politique d'extermination nazie à l'encontre des juifs d'Europe*» (qui signifie la double «*négation de la volonté d'extermination du IIIe Reich*» et la «*négation de l'anéantissement systématique, massif et industriel de la communauté juive*»), mais aussi expliquer le retentissement de cette conception en France et en dévoiler l'enjeu réel, en accordant une place particulière au

rôle de l'«ultra-gauche».

Nous n'avons aucunement l'intention de faire ici une critique détaillée de cet ouvrage qui n'a pas la valeur que lui donne son auteur. Pour l'essentiel en effet, il s'agit, conformément à l'historiographie bourgeoise vulgaire, d'une histoire inévitablement superficielle et donc fastidieuse, de quelques **individus** (2), qui ne permet pas de comprendre les raisons et les enjeux véritables des idées et des positions prises par les uns et les autres. Non qu'Igounet ne donne pas une explication du négationnisme, et n'indique pas les orientations politiques qui ont présidé à son travail; mais, et c'est ce qui nous intéresse de mettre en lumière, cette explication et ces orientations qui ne sont bien évidemment pas propres à cette seule historienne, ont pour fonction de contribuer à alimenter le rideau de fumée de l'idéologie dominante, sous la forme de la fausse alternative: fascisme contre démocratie. Plus précisément, cet ouvrage, qui se veut de référence, a pour but implicite de démontrer l'existence d'un adversaire de la démocratie, à l'oeuvre de façon quasi-ininterrompue depuis la fin de la guerre mondiale et la défaite des nazis: le négationnisme, réunissant en France extrême-droite et ultra-gauche. Les attaques contre notre brochure et notre mouvement y tiennent une place de choix.

* * *

DÉFENSE D'ISRAËL

Au dos de la couverture du livre on peut lire qu'«*un des buts politiques [du négationnisme] ne tarde pas à se révéler: il s'agit en France comme dans les autres pays où le négationnisme s'est répandu, de nier les fondements historiques de l'Etat israélien*». Dans l'introduction, Igounet explique: «*Contemporain de la naissance d'Israël, le négationnisme représente, dès ses origines, de véritables enjeux idéologiques*». A savoir: «*Le négationnisme veut délivrer un message fondamental: les juifs ont menti afin de culpabiliser l'Occident et permettre la création de leur Etat*».

Plus précisément, l'antisémitisme, l'antisionisme et l'anticommunisme, constituent «*les sens politiques du négationnisme d'extrême-droite*». Si, de leur côté, les négationnistes d'ultra-gauche affirment lutter contre l'illusion d'une «*opposition entre les démocraties et les régimes totalitaires*», «*ils ajoutent un combat, commun à l'extrême droite, à leur lutte contre le mensonge du Capital: la lutte contre l'Etat «impérialiste sioniste*». Le contexte international participe à cette dénonciation (...) [charte de l'OLP de 1964 dont l'objectif est la destruction de l'Etat d'Israël, résolution de l'ONU de 1975 qui assimile le sionisme au racisme]. Au nom de l'anti-impérialisme et de l'antiracisme, certains se revendiquent antisionistes et s'insurgent contre le «*nationalisme juif*» tout en rejetant toute idée d'antisémitisme. Le noyau

négationniste d'ultra-gauche va suivre ce cheminement idéologique et va expliquer que de la sacralisation de la Shoah résulte un nouvel Etat souverain, Israël, qui, depuis sa fondation, a utilisé la référence du génocide afin d'excuser ses exactions. (...) A plusieurs reprises le glissement de l'antisionisme vers l'antisémitisme sera réel».

C'est donc l'opposition à l'Etat d'Israël, qui, selon notre historienne, serait la source et la cause principale du négationnisme, ce serait l'**antisionisme** - l'opposition au colonialisme et à l'expansionnisme israélien dont le **sionisme** constitue l'idéologie et le programme - qui expliquerait la convergence entre l'extrême droite et cette ultra-gauche.

Qu'est-ce là sinon le vieil argument éculé des partisans de l'Etat hébreu affirmant, pour le discréditer, que l'antisionisme n'est qu'une variété de l'antisémitisme? Igounet n'apporte aucun commencement de preuve à cet argument qu'elle détruit elle-même sans s'en apercevoir en écrivant, dans la phrase qui suit, que «*La propagande négationniste contemporaine pense légitimer son discours en recourant à l'antisionisme. (...) Cet «antisionisme» spécifique à deux idéologies [extrême droite et ultra-gauche- NdIR] s'arroge une cause, la défense des Palestiniens, qui devient son alibi, son estampille d'antiracisme*»: autrement dit, l'antisionisme véritable, sans guillemets, est bien un antiracisme, une cause légitime, et c'est pourquoi certains antisémites essaieraient de se camoufler derrière une variété spécifique de celui-ci! (3)

Pour essayer de faire tenir son affirmation, Igounet est obligée d'«oublier» que l'extrême droite est bien davantage caractérisée par le racisme anti-arabe que par l'antisionisme ou le soutien aux palestiniens; elle est obligée d'«oublier» que c'est ce racisme anti-arabe qui a été le moteur de la progression du Front National, en particulier parmi les Pieds Noirs - y compris parmi les Pieds Noirs juifs; d'«oublier» que Le Pen était fier de se désigner comme un «ami d'Israël» ou que, au milieu des années 80, le vice-président de l'Association parlementaire France-Israël était un élu, juif, du F.N. (4).

La création de l'Etat d'Israël n'est pas dû à un quelconque sentiment de culpabilité de l'Occident (!) ou à une sacralisation de la Shoah, car ce ne sont pas des sentiments ou des idées qui déterminent les agissements des Etats (et a fortiori qui président à leur création et constituent leur fondement historique), mais des intérêts matériels bien précis, qu'ils soient directement économiques ou politiques. La création d'Israël répondait aux besoins de l'impérialisme: d'une part, dans le cadre des gigantesques transferts de population que les impérialismes victorieux ont réalisé en Europe après 1945 (**purification ethnique** forcée qui a vu la déportation de millions de personnes), en résolvant le «problème juif» par le départ de cette population survivante vers un territoire extra-européen (chose que les impérialismes occidentaux avaient refusé aux nazis avant guerre); d'autre part en constituant au Moyen-Orient un Etat dont les sionistes donnaient l'assurance qu'il

serait le défenseur des intérêts impérialistes dans la région (5).

Si les populations juives ont afflué volontairement en Israël, ce n'est pas parce qu'elles étaient convaincues par l'**idéologie** sioniste, ni même à cause de la terrible épreuve du nazisme, mais tout simplement parce qu'elles n'avaient pas d'autre endroit où aller! On sait d'ailleurs que pour accélérer ce mouvement les terroristes sionistes n'hésitaient pas à faire exploser des bombes dans des synagogues afin de faire immigrer en Israël les Juifs des pays arabes. Il n'empêche que l'idéologie joue un rôle considérable dans la mobilisation des individus et que la bourgeoisie ne peut s'en passer. Chaque classe dominante utilise donc toutes les ressources de ses institutions (Eglise, Ecole, médias, etc.) pour élaborer et diffuser en permanence parmi les exploités et parmi toute la population une propagande destinée à leur faire accepter et défendre «spontanément» l'ordre établi. L'idéologie officielle de l'Etat israélien repose bien évidemment, outre la religion, sur le génocide nazi, sur la «sacralisation de la Shoah», dont il tire non seulement sa légitimité sur la scène internationale, mais surtout qu'il utilise pour cimenter l'union interne entre les classes, pour faire accepter à sa population un état de guerre permanent et un militarisme omniprésent. C'est la raison pour laquelle les défenseurs de l'Etat israélien, qu'ils soient idéologues ou historiens (les historiens bourgeois sont toujours des idéologues), ne veulent et ne peuvent voir, dans les révisions ou négations du massacre des Juifs, rien d'autre qu'une attaque menaçante contre cet Etat.

ANTI-MATÉRIALISME ET DÉMOCRATIE

Igounet consacre plusieurs chapitres à un groupe de l'ultra-gauche (autour de la librairie parisienne «La vieille Taupe») qui, selon elle, se rallia au négationnisme sous l'influence particulièrement pernicieuse des «*thèses d'Amadeo Bordiga*» (6), en particulier le rejet de l'antifascisme. Ces éléments poussent en effet le vice jusqu'à reproduire et mettre en vente au début des années 70 notre article de 1960 «Auschwitz ou le grand alibi». Or cet «opuscule est à l'origine de l'interprétation hypermatérialiste du génocide juif et, par là même [sic!], de l'interprétation relativiste que les militants de la Vieille Taupe font de celui-ci» (7).

Quel est en effet le péché réhivitoire de ce texte, d'après notre historienne? - Son **matérialisme**:

«*Sans remettre en cause la réalité du génocide juif, [les disciples d'Amadeo Bordiga] adoptent envers l'événement une conception purement matérialiste*» (horreur!):

«*Le Capital est la cause de l'élimination des juifs. Il a massacré le peuple juif et a, ensuite, justifié la Seconde Guerre mondiale par l'horreur de ce massacre. Auschwitz n'est donc qu'un alibi, utile au capitalisme, pour justifier son exploitation de la classe prolétarienne*».

«(...) *Le capitalisme est le seul responsable de la mort des juifs. (...) Le génocide ne relève plus de l'antisémitisme mais du calcul du Capital. La volonté d'extermination de Hitler, déterminée par la férocité de sa haine envers le peuple juif, est indéniablement occultée, car sa mise en avant participe à la mystification.*

L'une des conséquences de cette conception est qu'Auschwitz n'est plus considéré comme un événement inimaginable [?]. (...) Le système hitlérien était incomparable [sic] à cause de son massacre raciste, prémédité et industriel. L'analyse bordiguiste occulte délibérément ce triple caractère et accuse les puissances vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale d'exploiter l'interprétation manichéenne du génocide entièrement fictive, née à la suite du procès de Nuremberg. (...)».

Si la conséquence de notre conception est qu'Auschwitz (c'est-à-dire le massacre en masse des Juifs) n'est pas un événement *inimaginable* (Igounet veut sans doute dire: exceptionnel, extraordinaire, sans exemple, etc.) comment est-il alors possible de voir dans cette conception un fondement du négationnisme, conception selon laquelle il s'agit justement d'un événement inimaginable, irréel, fictif?

Notons que la dernière accusation qui est nous est attribuée, y compris la curieuse notion d' «*interprétation manichéenne entièrement fictive, née à la suite du procès de Nuremberg*», est rajoutée par Igounet pour les besoins de sa cause: contrairement aux nostalgiques du fascisme auxquels l'historienne voudrait bien nous assimiler, notre analyse ne vise pas à disculper un impérialisme (allemand) en rejetant sur un autre («*les puissances vainqueurs*») l'invention de crimes entièrement *fictifs*, mais à expliquer que le système capitaliste est responsable de ces crimes malheureusement trop réels; contrairement aux démocrates, notre analyse accuse **tous les impérialismes**, fascistes ou démocratiques. C'est bien là où le bât blesse, comme nous le voyons en continuant la citation:

«Ciment de l'antifascisme, car incarnation de l'horreur absolue, Auschwitz représente une coupure radicale dans l'histoire du XXe siècle et établit une distinction irréductible entre les démocraties et le régime nazi. En banalisant Auschwitz avec un discours aussi réducteur, certains ultra-gauchistes parviennent à mettre sur le même plan les démocraties bourgeoises et les régimes totalitaires».

Nous y voilà! C'est Auschwitz qui prouve la distinction fondamentale entre démocratie et nazisme, c'est Auschwitz qui constitue bel et bien l'**alibi** en béton (ou en ciment) de la démocratie!

Notre texte s'emploie à réfuter cet alibi, d'une part sur le plan de l'analyse théorique en montrant qu'Auschwitz est le produit du mode de production capitaliste dont fascisme et démocratie ne sont que deux modes de gouvernement interchangeable par la bourgeoisie selon l'évolution des situations politico-sociales; d'autre part sur le plan des faits, en rappelant, outre les

nombreux autres massacres et génocides commis par le capitalisme y compris français encore récemment, que les impérialismes démocratiques occidentaux, **en toute connaissance de cause**, ont laissé les nazis massacrer les Juifs (et autres), ont refusé d'accueillir ces derniers, ont refusé de bouger le petit doigt pour les sauver! L'historienne a lu notre brochure, elle a lu ces pages, mais comme elle ne peut les contester, elle préfère se taire, elle préfère cacher cette partie de l'histoire qui la gêne: tout bardés qu'ils soient de diplômes universitaires - ou plutôt **d'autant plus qu'ils** sont bardés de ces diplômes - les démocrates sont obligés de **déformer**, de **nier** l'histoire afin de défendre le système bourgeois, et leur place dans ce système.

En outre, le danger est plus profond qu'il n'y paraît, s'alarme l'historienne: *«Cette interprétation n'est pas isolée au sein de l'extrême gauche française. Aux lendemains de la guerre des Six Jours [guerre entre Israël et l'Égypte], on peut lire dans la presse communiste [sic!: en réalité sur les colonnes de «L'Humanité»] que la «discrimination raciale, l'antisémitisme sont le fait de la réaction des classes sociales exploiteuses - et non pas le fait de tel ou tel peuple en tant que tel (...). Les massacres d'Auschwitz, de Buchenwald, etc..., furent le fait du fascisme, c'est-à-dire de la forme la plus bestiale du capitalisme».*

Pendant une longue période, le marxisme a éludé le problème du racisme en l'analysant sous l'angle économique - la lutte des classes - plutôt que sous l'angle historico-culturel [?]. C'est cette évolution, propre au discours d'une certaine extrême gauche française, que les militants de la Vieille Taupe ont entreprise [?]. En considérant Auschwitz comme un alibi, certains trouvent une garantie pour leur survie idéologique. A leurs yeux, le capitalisme assure l'entière responsabilité de la Seconde Guerre Mondiale. Il a minimisé, maquillé, refoulé ses crimes par l'introduction fictive, dans l'histoire, de la chambre à gaz.»

Selon Igounet le mal est ainsi le **marxisme** - du moins tant qu'il n'a pas renoncé à la lutte des classes, c'est-à-dire cessé d'être marxisme - parce qu'il rend le capitalisme entièrement responsable de la guerre, du fascisme, (au lieu d'y voir la responsabilité d'un peuple, d'une culture, de mauvaises idées ou de la méchanceté de dirigeants, bref de tout sauf de ce système), marxisme qui arrive à contaminer, dans les périodes anti-Israéliennes, jusqu'au PCF! En rendant (faussement) le capitalisme responsable des massacres et de la guerre, *«ce discours hyperrationaliste»* [sic] aurait ainsi pour fonction de garantir et de légitimer les positions révolutionnaires, anti-capitalistes, en même temps qu'il déboucherait sur la négation des chambres à gaz, c'est-à-dire sur la négation des crimes inimaginables et incomparables du fascisme (considéré comme quelque chose d'étranger au capitalisme).

Dès qu'elle sort du champ étroit de la simple chronique des faits et gestes d'individus pour énoncer des conclusions politiques générales, notre historienne ne se soucie pas le moins du monde d'étayer ses affirmations ou ses interprétations, qui relèvent de la propagande démocratique bourgeoise la plus banale. La raison en est simple: derrière l'apparence objective, tout son travail n'est rien d'autre qu'une contribution, plutôt grossière, à la consolidation de l'**idéologie dominante** au service de la défense du capita-

lisme. Or, comme elle le rappelle elle-même, l'idéologie est par définition l'opposé d'une «démarche scientifique ou même critique» C'est la raison pour l'adversaire mortel de toutes les idéologies et de tous les idéologues est le **matérialisme**.

PERVERSITÉ DU «BORDIGUISME»?

Valérie Igounet estime qu'il existe une spécificité française et qu'elle est constituée par l'affaire Faurisson: le soutien accordé dans les années 80 à ce professeur passablement réac qui nie l'existence des chambres à gaz et trouve des excuses à Hitler dans l'attitude hostile des Juifs à son endroit, par des éléments qu'elle dit influencés par le «bordiguisme». Les bourgeois, historiens ou non, ne peuvent s'empêcher de personnifier les positions politiques car ils ne voient dans les événements que l'action de quelques grands hommes imposant leur volonté toute puissante à des troupeaux humains. Les «thèses de Bordiga» ne sont rien d'autre que les véritables positions classistes, positions qui dépassent les individus particuliers qui les expriment à un moment ou un autre de l'histoire. Mais faire comprendre cela à une historienne est au-dessus des forces humaines!

Quant à l'idée que ces négationnistes soient ou aient été plus ou moins proches de nous, elle est réfutée par les intéressés eux-mêmes; ce qui, et ce n'est pas un hasard, avait séduit certains dans la mouvance d'où ils sont issus, c'est bien davantage la déviation intellectualiste et anti-parti représentée par la revue «Invariance» dont les animateurs avaient rompu avec notre organisation au milieu des années 60 (8).

Igounet reconnaît comme à contrecœur que, dans le milieu qu'elle qualifie d'ultra-gauche, quelques critiques se sont élevées contre Faurisson et les «groupuscules» («La Guerre Sociale», principalement) qui le soutiennent. A ce propos elle écrit que *«la critique du Parti Communiste International [contre ces derniers] doit être éclaircie»* (9), et elle va même jusqu'à citer quelques phrases d'articles du «Prolétaire», admettant - il serait difficile de faire autrement - qu'il n'y avait pas *«intégration des thèses faurissonniennes»*. Mais elle le fait d'une façon telle que notre critique semble se résumer à l'accusation, en apparence abstraite et sans grande portée, que «La Guerre Sociale» était aussi anti-matérialiste que les démocrates: en fait, au lieu d'éclaircir notre position, elle la **cache**.

Pour que notre critique soit effectivement éclaircie, nous allons citer un peu plus largement l'un de ces articles; il semble en effet écrit tout exprès pour réfuter vingt ans à l'avance les stupidités haineuses de notre historienne et de toute la confrérie des dénonciateurs de «bordiguisme».

Il s'agissait d'une critique d'un tract du groupe susnommé qui, prétendant combattre l'antifascisme démocratique, posait en fait le problème à l'envers:

«Au lieu de dénoncer le **contenu réel** de la démocratie et d'éveiller la révolte des ouvriers contre **toutes les formes** de la domination capitaliste, ils s'appliquent à montrer que le fascisme n'est pas pire que la démocratie, ce qui **banalise** finalement toute l'exploitation et toute l'oppression bourgeoises. Au lieu de mettre la démocratie en accusation, ils en arrivent quasiment à excuser le fascisme, et à reprocher aux démocrates d'«inventer» les crimes de la dictature ouverte de la bourgeoisie.

Cette absurdité est due au fait que, même s'il leur arrive de copier des phrases marxistes, ces gens sont des idéalistes qui ont la **même conception** anti-matérialiste de l'histoire que le démocrate bourgeois vulgaire. D'où leur acharnement stupide, inexplicable autrement, à **nier** à toute force l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination. Pourquoi y tiennent-ils au point d'en faire presque une conception de principe?

Pour le philistin démocrate, l'extermination des Juifs est l'**horreur inexplicable** par essence, le "crime gratuit" des "monstres" nazis. Nos braves anarchistes et anarchisants ne comprennent pas plus qu'eux, ils voient les faits de la même façon. Et comme ils les dérangent, ils nient qu'ils aient eu lieu.

(...) En réalité personne n'a besoin d'"inventer" des horreurs et il est difficile d'"exagérer": le capitalisme en produit beaucoup plus que l'imagination ne saurait le faire. Le tout est de savoir **quelle attitude** on a devant des horreurs.

(...) *Le prolétariat ne nie pas la réalité des tortures, massacres et exterminations, même s'il n'est pas le seul à les subir. Il ne nie pas les horreurs innombrables perpétrées par la bourgeoisie, mais il montre leur **cause réelle**. Ce qui - attention! - ne veut pas dire qu'il absout les agents d'exécution. Ces horreurs ne le laissent nullement indifférent, elles suscitent sa **haine** et sa **volonté** de les combattre. Mais il ne peut les combattre vraiment qu'en se plaçant sur son terrain **de classe**, avec sa perspective **de classe** et ses armes **de classe**, et non pas en s'alliant avec des forces qui en réalité visent à le paralyser et à le soumettre à l'ordre bourgeois» (10).*

A l'évidence Igounet ne peut évoquer notre analyse qui est sans aucune équivoque, car sinon il lui serait impossible de continuer à nous accuser. Elle ne pourrait affirmer péremptoirement: «*ces quelques critiques ne doivent pas occulter une attirance de l'ultra- et de l'extrême gauches françaises pour la négation du génocide juif*», attirance dont elle veut voir la preuve entre autres dans notre présence et la vente de notre brochure dans les fêtes de Lutte Ouvrière en dépit des protestations de «Ras le Front» (11). Devant tant de malhonnêteté flagrante, le lecteur appréciera tout le sel de la mélancolique réflexion de l'historienne: «*les critiques initiales de la gauche marxiste, vis-à-vis de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, auraient pu être plus opérantes si elles n'avaient pas été perverties par deux systèmes de pensée: le bordiguisme et le négationnisme*» (12).

Il y a des coups de pied au cul qui se perdent...

LES NÉGATIONNISTES, ALIBI DES DÉMOCRATES

Nous sommes d'accord sur un point avec notre accusatrice qui fait mine de soupirer après un marxisme bien gentil, non perverti par les matérialistes attachés à la lutte des classes: il y a bien une certaine «spécificité française» (bien qu'à la vérité elle soit toute relative). En effet, s'il existe, en petit nombre, des négationnistes dans différents pays (ils sont les plus nombreux aux Etats-Unis), c'est seulement en France, ou presque seulement, qu'ils viennent périodiquement sur le devant de la scène médiatique, c'est seulement en France qu'ils provoquent des affaires retentissantes - et c'est seulement en France qu'on peut faire carrière en écrivant de gros livres à leur sujet.

Si régulièrement les médias montent en épingle les négationnistes, s'ils font grand tapage autour d'eux, non sans doute pour les approuver mais pour se scandaliser bruyamment de leurs activités, c'est parce qu'ils sont **utiles** à la bourgeoisie française, parce qu'ils remplissent une **fonction** nécessaire à son système politique, au point que s'ils n'existaient pas il faudrait les inventer - et d'ailleurs ils ont été créés en tant que courant par ces mêmes médias qui les ont fait connaître au grand public! L'antifascisme démocratique, cette union interclassiste pour défendre une forme de l'Etat bourgeois, faire renoncer le prolétariat à ses intérêts de classe et l'enrôler dans la guerre impérialiste, est en effet, aujourd'hui encore, un élément fondamental de l'**idéologie officielle** en France.

Mais au fur et à mesure que l'époque de la guerre s'estompe et avec elle le souvenir du nazisme, l'antifascisme démocratique a besoin d'être réactivé par des campagnes d'opinion périodiques qui doivent faire croire à l'existence d'une menace fasciste et à un renouveau de l'antisémitisme. C'était ce qui s'était passé au moment où l'article «Auschwitz...» avait paru sur Programme Communiste, c'était ce qui s'était passé lorsqu'il avait été publié en brochure pour la première fois (dans ce dernier cas c'est la publication par «l'Express» d'une interview de l'ancien Commissaire aux questions juives, qui avait déclenché une campagne d'opinion). Depuis lors ces mobilisations idéologiques ont pris de l'ampleur sous le prétexte de la poussée électorale du Front National, au point que se sont constituées des organisations dont le seul objectif est de diffuser l'antifascisme démocratique ("Ras l'Front").

De plus, et c'est peut-être là où réside la spécificité française, cette idéologie est aussi utilisée par la bourgeoisie française sur le plan de la politique extérieure, vis-à-vis de l'éternel rival allemand. Le mythe de la France antifasciste et, corollairement, du caractère «antinational» du régime pétainiste, a été à nouveau spectaculairement réaffirmé lors du procès Papon; ce dernier a été condamné pour **complicité** de crime de génocide - complicité avec les Allemands - parce que, par définition, un haut fonctionnaire français ne peut être accusé de crime de génocide, car cela serait reconnaître la

responsabilité historique de l'Etat français (et de la classe dominante). Seule l'Allemagne est éternellement responsable de ce crime imprescriptible et, pour se racheter, elle doit manifester les plus grandes attentions à l'égard des intérêts de la vertueuse France, victime innocente de la barbarie germanique.

L'enjeu des campagnes démocratiques récurrentes contre une prétendue menace fasciste, contre un regain de l'antisémitisme, c'est aussi de banaliser ou d'occulter la diffusion, par les institutions bourgeoises, du **racisme anti-immigrés** et plus généralement de la xénophobie et des divisions raciales parmi les prolétaires et les masses exploitées: ce racisme-là, quotidien, ne fait pas la une des médias, sauf quand il s'agit de dénoncer des réactions violentes de jeunes prolétaires ou de détourner sur le terrain démocratique inoffensif une éventuelle mobilisation, parce que, provoquant la division et donc la paralysie de la classe ouvrière, c'est un des piliers majeurs de la domination bourgeoise sur le prolétariat.

Dans ces conditions, les «négationnistes», ceux qui nient les crimes de l'Allemagne nazie, tombent à pic pour constituer une nouvelle preuve de la menace toujours résurgente du fascisme (et de la menace allemande) qui justifie la mobilisation interclassiste pour la défense de la démocratie française. La présence à leurs côtés d'éléments «ultra-gauches» qui se réfèrent très vaguement à la critique marxiste faite par notre courant de l'antifascisme démocratique, représente une aubaine supplémentaire pour les chiens de garde idéologiques de la bourgeoisie.

Quelle meilleure opportunité, en effet, pour faire croire à une convergence des extrémistes anti-démocrates des deux bords, à la chute inévitable du marxisme intransigeant dans les perversions totalitaires, quelle meilleure opportunité pour une campagne préventive **contre l'indépendance de classe du prolétariat, de ses luttes et de ses organisations?**

SHOAH BUSINESS

Il est un autre aspect qui donne un éclairage singulier à l'ouvrage d'Igounet: c'est ce que certains historiens appellent le «*Shoah business*», le business du génocide tout particulièrement actif aux Etats-Unis, mais qui existe aussi en Europe. Des ouvrages américains récents, écrits par des auteurs qui ne sont ni des négationnistes antisémites, ni des marxistes pervertis par la lecture de nos publications, ont étudié l'histoire de la commémoration du génocide juif. S'appuyant également sur les «nouveaux historiens» israéliens qui décrivent comment les dirigeants de cet Etat «*ont utilisé la Shoah pour renforcer l'Etat juif*», ils montrent que la mémoire de l'Holocauste est «*une construction idéologique*» (13) et qu'au début des années 70 s'est créée aux Etats-Unis une «*industrie de l'holocauste*» dont l'un des piliers est le caractère soi-disant unique du massacre des Juifs par les nazis.

Finkelstein, fils de survivants du ghetto de Varsovie - qu'il est donc difficile d'accuser d'antisémitisme -, affirme dans son livre que «*la place du génocide juif dans le discours public des dirigeants juifs américains est historiquement déterminée, non par l'intérêt des victimes survivantes, mais par le loyalisme à l'égard du gouvernement américain*» (14). D'après lui:

«*Le système de l'Holocauste repose sur deux dogmes centraux: 1) L'Holocauste constitue un événement historique unique; 2) L'Holocauste constitue le point culminant de la haine irrationnelle (...) envers les Juifs*».

«*(...) L'unicité est une donnée première dans le système de l'Holocauste. La tâche désignée [de ceux qui écrivent sur ce sujet -NdIR] est d'en apporter des preuves, alors que l'expression d'un doute équivaut à du négationnisme.*

(...) De l'holocauste phénomène unique à l'Holocauste qu'on ne peut apprécier rationnellement, il n'y a qu'un pas. Si l'Holocauste est sans précédent dans l'histoire, sa place est au dessus de l'histoire et il n'est donc pas possible de le comprendre par l'histoire. (...) Selon cette vision, la compréhension rationnelle de l'Holocauste équivaut à sa négation. Car la rationalité conduit à nier l'unicité et le mystère de l'Holocauste» (15).

On comprend ainsi mieux l'origine des attaques d'Igounet et d'autres (de Ras l'Front à Mouvement Communiste) contre l'«hyper-rationalisme» de notre conception, contre notre effort pour expliquer de façon matérialiste ces tragiques événements, et l'accusation bizarre que cela conduirait à ce qu'Auschwitz ne soit plus un événement «inimaginable»: c'est l'écho ici de la puissante propagande développée là-bas.

Finkelstein ne se gêne pas pour affirmer que le concept d'«unicité de la Shoah» est une «*mystification*», «*intellectuellement vide et moralement indigne*», parce qu'il interdit par exemple de faire le moindre rapport entre Auschwitz et Hiroshima, ou entre le massacre des Juifs et celui des Arméniens. Ce concept est, selon lui, la base d'un véritable business (une **industrie**, écrit-il) dont profitent non seulement des intellectuels de renom se livrant à une véritable «*escroquerie intellectuelle*», mais qui permet surtout aux organisations américaines juives de se livrer à un véritable «*racket*» pour obtenir des réparations de divers pays et institutions européennes. Les sommes ainsi obtenues sont pour l'essentiel conservées par ces organisations au lieu d'être distribuées aux familles des victimes (ce qu'il appelle la «*double extorsion*». Enfin, l'exploitation idéologique du souvenir du génocide est utilisée par «*un pays doté d'une puissance militaire parmi les plus redoutables, présentant un dossier désastreux en matière des droits de l'homme*» - Israël -, pour se présenter en Etat-victime.

En remettant en cause le caractère **unique** du massacre de masse des Juifs par les nazis et en dénonçant avec virulence l'utilisation et la «sacralisation» hypocrites de ce massacre depuis quelques décennies, ces auteurs - dont les ouvrages ont provoqué un beau scandale mais qui n'ont pas été réfutés - sapent complètement deux des piliers de la *construction idéologi-*

que de notre historienne et donc de l'accusation qu'avec tous les démocrates elle porte contre nous et contre le marxisme.

Il ne faut pas aller chercher bien loin pour voir s'écrouler le dernier pilier et l'édifice complet.

ANNEXE: ET LES CHAMBRES À GAZ?

Valérie Igounet publie en effet en annexe de son ouvrage le texte complet d'un entretien avec un certain J.C. Pressac dont elle a utilisé les archives. Collaborateur dans un premier temps de Faurisson, cet ancien négationniste s'est convaincu au cours de ses recherches de l'erreur de ce dernier. Il a alors publié un ouvrage technique qui a été salué par la presse comme apportant, pour la première fois, la preuve irréfutable de l'existence des chambres à gaz dans les camps nazis. Etudiant les plans des installations d'Auschwitz, Pressac conclut cependant que leur transformation homicide irréfutable a été effectuée **après** leur construction et leur mise en service: *«Les premiers résultats obtenus furent de deux sortes. Concernant l'histoire du camp, la démonstration que les crématoires avaient été projetés comme des installations sanitaires normales, puis aménagés en centres de liquidation des "Juifs inaptes au travail", c'est-à-dire les femmes, les enfants et les vieillards. (...) La transformation criminelle fut entreprise fin novembre 1942».*

Pressac établit ainsi qu'il n'y a pas trace d'une volonté exterminatrice qui aurait caractérisé le régime nazi depuis ses origines (ou même avant, depuis la fondation du parti nazi), puisque les «chambres à gaz homicides» lorsqu'elles existent (leur date de mise en fonction est échelonnée selon les camps) ont été le résultat d'une modification d'installations antérieures, prévues pour un autre usage (désinfection). Il révisé aussi à la baisse les estimations du nombre réel de victimes dans les camps de concentration et il avance que *«le coefficient multiplicateur émotionnel [des estimations antérieures par rapport à la réalité] varie de 2 à 7 et est en moyenne de 4 à 5».* Résumant les conclusions de ces travaux, il écrit:

«Quant au massacre des Juifs, plusieurs notions fondamentales doivent être entièrement reprises. Les chiffres avancés sont à revoir de fond en comble. Le terme de "génocide" ne convient plus (...).

«Il faut abandonner le concept d'une extermination systématique programmée dès l'origine. Il y eut plutôt une radicalisation progressive, imposée par la guerre qui elle-même exacerbait l'antisémitisme violent de Hitler et de son entourage direct. Des mesures de plus en plus coercitives, de plus en plus drastiques, furent élaborées et appliquées pour aboutir en avril 1942 au "massacre de masse"» (16).

Si ce n'est pas là, d'une certaine façon, la confirmation d'un des points qui nous vaut l'accusation d'être à l'origine du négationnisme (le fait que le

massacre des Juifs n'a pas été la conséquence, planifiée longtemps à l'avance, des mauvaises idées des nazis, mais la conséquence de la situation dans laquelle se trouvait le capitalisme allemand), qu'est-ce que c'est? Et si, d'autre part, nos adversaires nous accusent de réviser l'histoire officielle en y appliquant un réductionnisme marxiste qui ouvrirait la voie à la négation du génocide, que ne devraient-ils pas dire de ce Pressac?

Mais il est vrai que celui-ci n'est pas un marxiste, mais un bourgeois conservateur: ses propos sont peut-être dérangeants, ils ne sont pas dangereux...

* * *

De toutes les disciplines l'histoire est sans doute celle qui peut le moins se prétendre au-dessus de la société et de ses conflits de classes et d'Etat, ne serait-ce que parce qu'elle ne peut se contenter de collecter et rassembler des «faits bruts», mais doit les ordonner et les interpréter selon une analyse bien précise. Le marxisme, c'est-à-dire le matérialisme historique, est le seul à pouvoir faire une analyse correcte des événements, le seul à pouvoir percer le brouillard des idéologies qui voile et déforme les causes et le sens des actions humaines dans les sociétés divisées en classes antagoniques. Cela ne signifie pas que son rôle est de faire triompher la vérité sur les mensonges de l'idéologie bourgeoise, car ce triomphe nous l'attendons non du choc des idées, mais de l'**affrontement de classe** poussé jusqu'à sa conclusion ultime, le renversement des Etats bourgeois et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat, étape indispensable pour déraciner le capitalisme et ouvrir la voie à la société communiste. Mais en dissipant les rideaux de fumée de l'idéologie bourgeoise, le marxisme permet à l'avant-garde prolétarienne, organisée dans son parti de classe, de diriger cet affrontement en évitant tous les traquenards tendus par la classe ennemie, grâce aux leçons des batailles passées, des victoires comme des défaites.

La polémique contre la série bigarrée de nos adversaires sur cette question cruciale qui fit dévier le mouvement communiste - la lutte contre le fascisme et l'attitude à avoir vis-à-vis de la démocratie bourgeoise - n'a donc rien d'académique ou de littéraire: il s'agit rien moins que de la défense des positions cardinales du marxisme, la défense de la nécessité absolue de l'indépendance de classe du prolétariat, la défense de la position anti-démocratique de la lutte prolétarienne. Cette polémique se mène aujourd'hui à coups de tracts, d'articles ou de livres, donc sur un plan, semble-t-il, désincarné, sur le plan seul des idées. Il ne faut pas s'y tromper: demain l'adversaire utilisera des moyens plus «matériels» en sus de ses moyens «idéologiques» et politiques, pour combattre les marxistes et empêcher qu'ils «pervertissent» les prolétaires. La classe ouvrière devra répondre également par toute la gamme des moyens à sa disposition, sans reculer devant le recours à la force, sans regretter le temps «heureux» où la bourgeoisie

l'exploitait et la dominait démocratiquement.

Et c'est sur ce terrain, sur le terrain de la **force ouverte, classe contre classe**, que finalement se décidera l'issue de la polémique - et l'avenir de l'humanité!

(1) cf «Histoire du négationnisme en France», Ed. du Seuil, mars 2000.

(2) Igounet décrit plusieurs «âges», plusieurs générations de négationnistes correspondant à quelques individus, d'authentiques fascistes dans un premier temps jusqu'au professeur de lettres Faurisson au début des années 80, en passant dans les années 50 par l'ancien résistant déporté Rassinier, ex-social-démocrate devenu libertaire frotant avec l'extrême-droite. Elle consacre une partie importante au négationnisme d'«ultra-gauche» dont elle voit la source dans notre brochure et dans notre critique de l'antifascisme démocratique.

(3) Elle n'avance aucun élément pour étayer son affirmation que certains ultra-gauches soutiendraient que de la sacralisation de la Shoah résulte [sic] un nouvel Etat souverain (ce qui serait une ultra-stupidité). Par contre nul ne peut nier que les dirigeants israéliens n'ont cessé d'utiliser l'argument du génocide pour justifier leurs actions et faire taire les critiques.

(4) Il n'y a pas de doute qu'existe dans l'extrême-droite un filon antisémite, étroitement lié au courant catholique intégriste et aux nostalgiques du pétainisme, mais qui n'a plus, et de loin, l'importance qu'il avait autrefois, ni l'importance actuelle du racisme anti-immigrés. C'est ce courant traditionaliste qui l'emportera finalement dans le Front National, provoquant au milieu des années quatre-vingt le départ des Juifs qui s'y trouvaient.

(5) Depuis sa naissance le sionisme a toujours cherché un parrain impérialiste pour arriver à ses fins (la création d'un Etat juif). Il n'hésita même pas à passer des accords avec l'Allemagne nazie pour faciliter l'émigration juive et les transferts de capitaux juifs en Palestine contre la promesse d'achats de marchandises allemandes (accord dit la Haavara). En dépit de l'hostilité entre autres du ministère des Affaires étrangères qui redoutait des complications avec la Grande-Bretagne, cette Haavara fut maintenue sur instruction d'Hitler lui-même pratiquement jusqu'à la guerre. Pour une description détaillée, voir Yehuda Bauer «Juifs à vendre», Ed. Liana Levi, p. 21-54.

(6) Le groupe dilettante anarchisant, anti-léniniste et anti-parti, de la Vieille Taupe, ne pouvait qu'être fondamentalement hostile à ces positions, même et surtout quand il affectait, par snobisme intellectuel, de trouver intéressants certains écrits de l'individu Bordiga. C'est d'ailleurs la revue «Invariance» - déviation dès l'origine intellectualiste - issue d'une scission du parti au milieu des années soixante, qui, selon leurs propres dires, eut une certaine influence dans ce milieu

(7) cf «Histoire du négationnisme...», p.188.

(8) Selon Igounet: «(...)Pierre Guillaume insistait sur l'importance de la revue Invariance, reprenant les thèses d'Amadeo Bordiga. (...) Ils se reconnaissent dans Bordiga sur un point essentiel: le rejet de l'antifascisme. (...) Pierre Guillaume considère Auschwitz ou le grand alibi comme un texte essentiel, un texte conférant un point de vue théorique sur l'interprétation du génocide encore plus solide que celui de Paul Rassinier» [sic! Cet ancien résistant et député social-démocrate passé à l'anarchisme, toujours étranger au marxisme, était bien incapable de donner un quelconque point de vue théorique sur quelque sujet que ce soit!]. cf «Histoire du négationnisme...», p. 186. En fait la véritable nature politique et donc l'hostilité irréductible de ces gens à l'égard de notre courant peut se déduire facilement d'un témoignage qui les décrit comme «des anti-bolchéviques viscéraux» cf op. cit., p. 184, note 8. Pour une critique d'«Invariance», voir «Programme communiste» n°67 (juillet 1975): «Mise au point à propos de certains "dépasseurs du marxisme"».

Plus loin, Igounet classe un groupe comme le P.I.C. («Pour une Intervention Communiste») existant dans les années 80 où il publiait «La jeune taupe», qui défendait les thèses négationnistes, parmi ceux qui utilisaient «le prisme déformant du bordiguisme», parce qu'il critiquait «les démocraties "bourgeoises et capitalistes"»!... Il s'agissait en l'occurrence d'un groupe anarchisant issu du CCI.

(9) cf «Histoire du négationnisme en France», p. 708.

(10) cf «Anti-antifascisme infantile», Le Prolétaire n° 322.

(11) Elle révèle à ses lecteurs que «en 1998, à la fête de Lutte Ouvrière, était diffusé sur le stand du PCI, Auschwitz ou le grand alibi. Malgré l'insistance de l'organisation antiraciste Ras l'front qui a demandé le retrait de cet ouvrage, la direction de la fête n'a pas souhaité intervenir». Ras l'front lui signale que cette brochure était déjà en vente «il y a 4 ans». cf «Histoire...», p. 602. Voir à ce sujet Le Prolétaire n° 446. Nous pouvons lui apprendre que nous diffusons cette brochure à cette occasion depuis plus de vingt ans...

Dans le paragraphe final de sa conclusion, consacré à l'extension internationale du négationnisme, elle cite le cas de l'Italie ou, comme, en France, des éléments «de tendance bordiguiste» diffuseraient ces positions. Précisons donc que, contrairement à ce qu'elle écrit, la Maison d'Édition génoise «Graphos» (visée parce qu'elle a publié en italien le livre de Garaudy «Les fondements de la politique extérieure d'Israël») n'est pas animée par des «anciens amis d'Amadeo Bordiga» et n'est pas non plus liée, à notre connaissance, au «Gruppo Comunista Internazionale», groupe issu d'une scission du parti en 1965. Il s'agit d'une Maison d'Édition publiant des oeuvres et des auteurs marginaux de diverses provenances - y compris des textes de Bordiga - sur une base purement commerciale.

(12) cf «Histoire...», p. 309.

(13) cf Peter Novick, «The Holocaust in American Life», cité dans «Libération», 15/2/1.

Selon cet auteur: «Prétendre que l'Holocauste fait partie de l'histoire de l'Amérique, est un alibi moral» qui permet «de se décharger de

responsabilités qui, en réalité, incombent aux Américains, confrontés à leur passé, leur présent et leur futur», cité dans Norman G. Finkelstein, «L'industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs», Ed. La Fabrique, p. 138. Finkelstein rappelle non seulement que la référence à l'Holocauste est utilisée comme excuse par les dirigeants israéliens, mais il souligne que, reprise par les dirigeants américains pour vilipender leurs adversaires du moment, la référence aux massacres nazis leur sert aussi d'alibi pour relativiser, camoufler ou nier les propres crimes et génocides commis par les Etats-Unis ou leurs alliés.

(14) cf «*Brouillage sur l'Holocauste*», «Libération», 8/3/1.

(15) cf N. Finkelstein, «*L'industrie de l'Holocauste...*», op. cit. Le présentateur de l'ouvrage prend bien soin d'expliquer que les thèses de l'auteur ne peuvent s'appliquer à la France, où un «*devoir de mémoire*» s'imposerait en raison d'une montée de l'antisémitisme et du rôle du pétainisme (cette précaution n'a pas empêché qu'une action en justice soit déclenchée contre ce livre pour «*incitation à la haine raciale*!»). Dans une interview, l'auteur précise qu'il ne trouve pas absurde ce «*devoir de mémoire*», mais - et ce mais détruit tout ce qu'on voudrait lui faire dire - «*à condition de ne pas considérer seulement l'holocauste nazi* [c'est justement ce que veulent tous nos adversaires] (...). *Les organisations juives américaines ont transformé ce devoir de mémoire en industrie de l'Holocauste. Elles ont volé et sali ce qui s'est passé en Europe*» cf «Libération», 15/2/1.

(16) cf «*Histoire...*» p. 454 et 641. Si la presse et les historiens ont à peu près unanimement encensé les travaux de Pressac, il lui a fallu d'abord publier aux Etats-Unis pour contourner les réticences de certaines notabilités en France (comme celle du président du Centre de Documentation Juive); ses conclusions iconoclastes lui ont valu en effet d'être accusés par certains de «*faute morale*» ou de «*révisionnisme invisible*» et Igounet elle-même juge plus prudent d'écrire que sa position est «*ambiguë*». cf «*Histoire...*», p. 447-456.

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANÇAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	45F
2. Parti et classe	20F
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	15F
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	60F
10. Eléments de l'économie marxiste	60F

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe	6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	6F
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	6F
11. Auschwitz ou le grand alibi	6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	6F
13. Le marxisme et l'Iran	6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	6F
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	3F
21. Lénine sur le chemin de la révolution	10F
22. Marxisme et science bourgeoise	10F
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat	

et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme	10F
24 Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	5F
25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne	10F
26 A propos de la polémique sur notre texte. Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons	10F

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme	6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	6F
- Pour un anti-racisme prolétarien	6F
- Révolution et contre-révolution en Russie	6F
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	3F
- Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	6F

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie	6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	6F

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57	15F
- Numéro 58 (112 pages)	25F
- Numéros 59 à 88	15F
- Numéro 89	20F
- Numéros 90 à 96	25F

Série des éditions Prométhée

- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	50F
--	-----

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista:	
vol. I (1912-1919)	100F
vol. I bis (raccolta di scritti 1912-1919)	30F
vol. II (1919-1920)	120F
vol. III (1920-1921)	épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	10F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé
I testi del partito comunista internazionale	
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	15F
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé

3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé
4. Partito e classe	15F
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	15F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	15F
Quaderni del Programma Comunista	
- Il mito della pianificazione socialista in Russia	10F
- Il rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10F
- Il proletariato e la guerra	10F
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10F
Reprint « il comunista »	
- Marxismo e scienza borghese	15F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10F
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	40F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	30F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	15F
- Abaco della economia marxista	15F
- Lotta di classe e questione femminile	15F
- La teoria marxista della moneta	15F
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	10F
- Antimilitarismo di classe e guerra	25F
Altri opuscoli	
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10F
- Il marxismo e l'Iran (1980)	10F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	15F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	10F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	10F
EN ANGLAIS	
- The fundamentals of Revolutionary Communism	30F
- Party and Class	30F
Communist Program Ns 1 to 7	20F
The Party's Programme	10F
EN ESPAGNOL	
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	25F
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	25F

3. Partido y clase	épuisé
El Programa Comunista	
- n°1 à 38, n°40	15F
- n°39 (Manifiesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	25F
- n° 41, 42, 43	20F
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	10F
EN ALLEMAND	
1. Die Frage der revolutionären Partei	20F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	20F
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	15F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20F
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	25F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20F
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	20F
EN ARABE	
- Pour le parti ouvrier indépendant	5F
- Thèses caractéristiques du parti	10F
- Les communistes et la question de la liberté politique	10F
- Manifeste du P.C. International	15F
- Ce qui distingue notre parti	5F
EN PORTUGUAIS	
1. Teses características do partido	10F
2. Lições das contra-revoluções	10F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F
ENTURC	
- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	10F
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F
- Bulletin Internationalist Proleter (3 nos parus)	5F
EN HOLLANDAIS	
- Het demokratisch principe	5F
EN POLONAIS	
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F
EN PERSE	
- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F
- Les fedayins et la question de l'Etat	5F

EN GREC	
- Parti et classe	20F
EN DANOIS / SUEDOIS	
1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristike teser	20F
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	20F
AUX EDITIONS « ISKRA »	
Amadeo Bordiga:	
-Economia marxista ed economia contro-rivoluzionaria (263 p.)	60F
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.)	40F
- Imprese economiche di pantalone (153 p.)	40F
- Proprietà e capitale (202 p.)	40F
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.)	60F

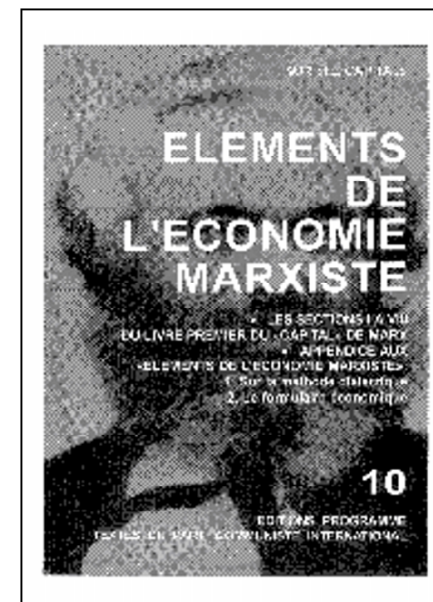
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	40F
- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.)	40F
- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	60F
- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	40F
- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	60F
AUX «EDIZIONI SOCIALI»	
- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	30F
- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	50F

«ELÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10e n° de la série des «*Textes du Parti Communiste International*», «**Eléments de l'économie marxiste**» a été réédité. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «Capital» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers numéros de «**programme communiste**», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «*Eléments...*» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «*Sur la méthode dialectique*» et «*Le formulaire économique*».

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: 60 FF



L'anti-fascisme démocratique: un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature **contre-révolutionnaire** et **anti-prolétarienne** de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: **dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat**.

Une brochure de 17 pages: 3 FF

Auschwitz OU LE GRAND ALIBI

Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Brochure «Le Prolétaire» n°11 - 6 FF.

MAI-JUIN 68: NÉCESSITÉ DU PARTI POLITIQUE DE CLASSE

Cette courte brochure contient une série d'articles publiés dans notre presse, française et italienne, lors de la grève générale de mai-juin 1968, ainsi que les principaux tracts diffusés alors par le parti.

En annexe est publié un bref compte-rendu d'un rapport à une Réunion générale sur l'idéologie soixante-huitarde

Brochure «Le Prolétaire» n°24 (30 pages): 5 F

PAIEMENT :

Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter).

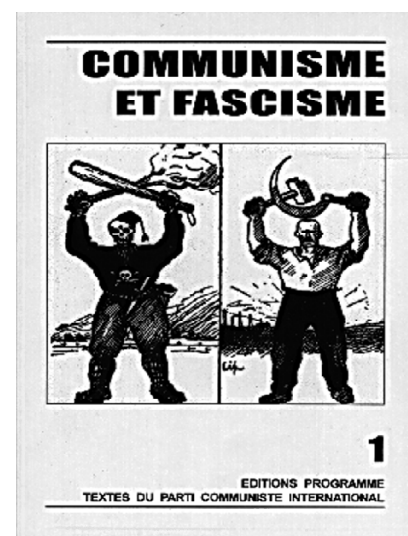
AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

Vient de paraître «Communisme et Fascisme»

(140 pages - Prix FF 45)

Au sommaire de cette ré-édition:

Préface - Introduction - La fonction de la social-démocratie en Italie («Il comunista» du 6 février 1921) - **Les sociaux-démocrates et la violence** («Il comunista» du 12 avril 1921) - **Les voies qui conduisent au «nassisme»** («Il comunista» du 14 juillet 1921) - **Le fascisme** («Il comunista» du 17 novembre 1921) - **Le programme fasciste** («Il comunista» du 27 novembre 1921) - **Du gouvernement** («Il comunista» du 2 décembre 1921) - **Le rapport des forces sociales et politiques en Italie** («Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste** (2ème séance - 16 novembre 1922) - **Rome et Moscou** («Il lavoratore» du 17 janvier 1923) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascis-**



me au Vème Congrès de l'Internationale Communiste (23ème séance - 2 juillet 1924) - **Annexe: Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne** (Rapport d'A. Gramsci au C.C. du P.C.I.; «L'Unita» du 26 août 1924)

ORGANES PERIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- **«le prolétaire»** : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire : 5 FF; 30 FB; 3 FS; 3.000 Li; 100 Pts; 50 Esc.

- **«Il comunista»** : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire : 10 FF; 40 FB; 5 FS; 150 Pts; 75 Esc.

- **«programme communiste»** : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 25 FF; 140 FB; 10 DS; 5.000 Li; 10 DM; 450 PTS; 300 Esc.; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.

- **«el programa comunista»** : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 500 Pts; 250 Esc; 20 FF; 120 FB; 8 FS; 4.000 Li; 8DM; 2£; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$

FASCISME, ANTIFASCISME ET LUTTE PROLÉTARIENNE

Cette nouvelle brochure, qui reprend la série d'articles parus sous le même titre dans notre journal en 1996-1997, est un utile complément à «Communisme et fascisme»: elle retrace la lutte classiste et sans compromis avec les forces démocratiques du jeune Parti Communiste d'Italie, dirigé par notre courant, contre la réaction fasciste; elle rappelle le véritable sabotage de la lutte prolétarienne par la social-démocratie, intéressée avant tout à la pacification sociale et au maintien de la démocratie bourgeoise.

Brochure «Le Prolétaire» n° 25
(45 pages): 10 F

Supplément à «programme communiste» n° 97, Revue théorique du parti communiste international / ISSN - 0033 - 037 X / Imprimés par nos soins mai 2001

SUR LA QUESTION RUSSE

BILAN D'UNE REVOLUTION

LES GRANDES LEÇONS D'OCTOBRE 1917

LES FAUSSES LEÇONS DE LA CONTRE-

REVOLUTION DE RUSSIE

L'ECONOMIE RUSSE DE LA REVOLUTION

ANOS JOURS



EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les

employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.